

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 16 New York : Tel : (718) 812-2820 ; • Montréal (514) 321-6434 ; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 20 - 27 avril 2022

USD 1,50 \$ SUR CHAQUE TRANSFERT D'ARGENT SUR HAÏTI Western Union modifie sa politique

Par Léo Joseph

Suite à la décision de la Cour d'appel des États-Unis se trouvant à Brooklyn rendant une décision selon laquelle le verdict du Tribunal de première instance (Eastern District) se déclarant incompétent pour entendre la plainte à lui soumise contre le prélèvement d'une taxe sur les transferts d'argent sur Haïti et les appels téléphoniques entrants relève de sa compétence, des mouvements ont été enregistrés. La société américaine Western Union a fait marche arrière, laissant au client l'option de payer ou non le surplus stipulé par le gouvernement d'Haïti.

En effet, au guichet de

Western Union, des demandeurs de transfert sur Haïti ont été



Michel Martelly pourra-t-il éviter d'être le dindon de la farce ?

agréablement surpris de leur entendre demander : « Voulez-vous payer le USD 1,50 ? ».

La réponse, un non catégorique, a été accueillie par les clients, qui n'avaient pas accueilli, de gaieté de cœur, l'obligation qui leur était faite, depuis plus de 10 ans, de verser le surplus qui n'était pas requis, dans le cadre de service à la clientèle, mais qui était une demande faite par le gouvernement haïtien, via une simple ordonnance (ou communiqué) qu'avait faite Michel Martelly, avant sa prestation de serment. Il s'agit d'une mesure prise pour escroquer la diaspora, afin de collecter des millions à son encontre, sous la rubrique «Programme de scolarisation universelle gratuite» (PSUGO), alors que les plus de USD 4 milliards \$ escroqués de la diaspora

étaient détournés au financement de projets personnels de Michel



Laurent Lamothe, co-créateur du plan de Ponzy utilisé pour détourner les \$1,50 et les USD0,05 minute destinés à l'éducation.

Martels et de ses alliés politiques, y compris la construction de sa villa, sur les Côtes des Arcadins, sur la Route nationale numéro 1, dans laquelle il a englouti USD 9

millions \$, sans parler de l'immobilier importé d'Italie.

Il semble que l'arrêt de collecter cette prime sur les transferts, par Western Union, soit une décision unilatérale, car d'autres entités comme CAM Transfert persistent à prélever cette valeur sur les montants destinés à être expédiés en Haïti. En tout cas, contrairement à sa rivale, celle-ci ne demande pas au client s'il a aucune objection à verser le USD 1,50 \$.

La poursuite lancée contre les sociétés spécialisées dans le transfert d'argent concerne également les compagnies de téléphone qui, obéissant à l'ordre illégal des autorités haïtienne, ajoutent un surplus de 5 centimes/minute sur les appels téléphoniques dirigés vers Haïti.

Les compagnies de transfert

Suite en page 8

LE CONSENSUS INTER-HAÏTIEN RECHERCHÉ INTROUVABLE

La mission Merten victime des factions haïtiennes et étrangères

Trois tendances s'affrontent sur le terrain en Haïti...



Ariel Henry pourra-t-il résister à la fureur des flots ?



Kenneth Merten revient d'Haïti les mains vides..

Par Léo Joseph

L'échec de la mission de Kenneth Merten, en Haïti, autorise à prédire celui de son successeur, ayant été piégée par les configurations des secteurs impliqués dans les négociations, dont les intérêts ne coïncident guère, voire sont aux antipodes, pour ne pas dire hostiles les uns envers les autres. Après neuf mois en poste, à Port-au-Prince, en tant que chargé d'Affaire, dans le cadre de sa der-

Suite en page 2

HAPPENINGS! AN ANALYSIS

What to make of the State Department "Haiti 2021 Human Rights Report?"



Nicole D. Theriot replaces Kenneth Merten as Chargée d'Affaires in Port-au-Prince, Haïti.

By Raymond A. Joseph

The same week that the veteran diplomat, U.S. Chargé d'Affaires Kenneth Merten, announced he was leaving Port-au-Prince after



Kenneth Merten unsuccessful mission ends in Haïti, he returns to Washington.

a 6-month fruitless mission, the State Department issued a Human Rights Report about the country which, indirectly, shows that his failure in Haiti is due to

Continued on page 7



CONCACAF : TIRAGE AU SORT DE LA PROCHAINE COUPE DU MONDE AUSTRALIE/NOUVELLE ZÉLANDE FIFA 2023

Haïti atterrit dans le « Groupe de la mort »

Par Jacques Brave

La Concacaf a procédé mardi soir, (19 avril), à Miami, au tirage au sort de la prochaine Coupe du monde Australie/Nouvelle Zélande FIFA 2023. La chance n'était pas au rendez-vous, pour Haïti, qui a atterrit dans le peloton communément appelé « Groupe de la mort ».

En effet, aux fins de ces prochaines compétitions, les deux groupes ont été ainsi constitués :

GROUPE A : USA, Mexique, Jamaïque, Haïti.

GROUPE B : Canada, Costa Rica, Panama, Trinidad.

Un tirage très peu clément pour Haïti dans ce groupe, par rapport au Groupe B.

Si l'on tient compte des

forces, en présence, le Canada, malgré son récent titre olympique, à Tokyo, ne devrait pas être inaccessible. E janvier 2020, en match amical, en préparation du tournoi préolympique, Haïti et Canada avaient fait match nul (1-1) avec une bonne domination de de l'équipe haïtienne. Ensuite, malgré une défaite (2-0), on avait

Suite en page 15

LE CONSENSUS INTER-HAÏTIEN RECHERCHÉ INTROUVABLE

La mission Merten victime des factions haïtiennes et étrangères

Trois tendances s'affrontent sur le terrain en Haïti...

Suite de la page 1

nière mission, dans ce pays, ce diplomate « chevronné » a regagné son pays, bredouille, victime de contradictions dont il est partie prenante.

Au moment de remettre le cap sur Haïti, appelé à remplacer Michele Sison, cette fois, en tant que chargé d'Affaires, l'ancien chef de mission des États-Unis, à la capitale haïtienne, avait la même prétention en ce qui concernait Haïti que Vladimir Poutine, par rapport à l'Ukraine : faire une bouchée de la crise haïtienne. Selon toute vraisemblance, son deuxième tour de service en terre haïtienne ne devait même pas durer neuf mois. Les tiraillements des trois forces en présence, qu'il a dû affronter, l'ont forcé à prolonger la durée de sa mission, ne voulant, ou même ne pouvant pas, attaquer le problème dans toutes ses dimensions catastrophiques.

En effet, l'ambassadeur Merten avait pour mission de réconcilier les factions antagoniques désirant, chacune, accaparer le pouvoir par des moyens différents, et selon des calendriers qui leur sont propres, et indépendants l'un de l'autre. Ces différentes stratégies, qui s'affrontent, sur le terrain, résultent des manipulations orchestrées par la communauté internationale agissant à la baguette de Washington.

L'échiquier politique d'Haïti modifié par manipulations politico-diplomatiques

Faire la politique en Haïti a connu un changement radical, qui coïncide avec la chute de la dictature. Il semble que la communauté internationale, pilotée par les États-Unis, ait instrumenté une stratégie visant à changer la donne, dans la gestion politique du pays. Profitant de la longue période de vache maigre qu'a connue Haïti, sous la férule de la dictature des Duvalier (père et fils), les grandes démocraties y débarquèrent en force, prêtes à délier la bourse. À la faveur du patriotisme s'estompant progressivement, jusqu'à devenir une peau de chagrin, au sein de la société haïtienne, la nouvelle classe politique post-Duvalier s'est révélée plus perméable aux « propositions indécentes » des partenaires étrangers. Aussi, désormais, les hommes et femmes arrivés aux commandes du pays se laissent-ils influencer par des diplomates voulant imposer leurs modes politiques, sociales, aussi bien que les avantages que leurs pays, ou même leurs officiels individuellement, veulent arracher aux décideurs politiques.

De ce fait, les dirigeants haïtiens se révélant plus disposés à

accéder aux demandes des étrangers, ou bien dont la conduite les rend plus vulnérables au chantage se font des interlocuteurs favorisés de ces entités étrangères, qui déploient des stratégies appropriées pour favoriser leur accession au pouvoir.

La méthode mise en place, discrètement, ayant favorisé l'arrivée de Jean-Bertrand Aristide, au Palais national, sa victoire aux urnes a été proclamée « premières élections vraiment démocratiques tenues en Haïti », s'est perfectionnée, d'un scrutin à l'autre. L'influence de l'Internationale dans les élections haïtiennes, depuis la



Nicole D. Theriot, nouvelle chargée d'Affaires des USA en Haïti, remplace Kenneth Merten. A-t-elle les moyens de la diplomatie requise.

chute de la dictature, s'est caractérisée par des manipulations grotesques à la faveur desquelles les étrangers ont pris en charge le système électoral haïtien, assurant le financement du processus dont le coût n'a cessé de s'élever, au point que le prix de l'organisation de cette expression de la volonté populaire dépasse les moyens du peuple haïtien.

En effet, la prise en charge des élections, en Haïti, par les gouvernements étrangers, avec les États-Unis en tête, versant la part du lion, les prises de décision, à cet égard, revenait à la communauté internationale. Aussi, d'un scrutin à l'autre, depuis les élections ayant octroyé un second mandat à Aristide, les décisions relatives aux élus à la présidence, étaient prises à l'étranger. Mais, une vérité indéniable : Qui paie la facture donne les ordres.

Cette stratégie a été constatée dans toute sa laideur, avec les élections de 2010-2011 ayant ouvert la porte du Palais national à Joseph Michel Martelly. Les dispositions mises en train, pour modifier, politiquement, socialement et économiquement, Haïti, s'étant révélée, jusqu'à ce point, un succès, le Département d'État, avec l'ambassadeur Kenneth Merten, en poste à Port-au-Prince, a décidé que le moment était venu d'agir sans retenu. Voilà le plan américain étalé « dans toute sa beauté ».

Avec Hillary Clinton, au commandes, au Département d'État, il

a été décidé de « couler » la candidate la plus qualifiée, à tous les points de vue, en faveur d'un toxicomane, doublé d'un trafiquant de drogue patenté. En sus d'être citoyen américain. Ce choix a été fait délibérément, dans l'esprit de mener à bien la politique étatsunienne relative à la transformation d'Haïti. Martelly président signifie que la volonté et les caprices des Américains, par rapport à Haïti, seront entérinés à la lettre. Mais faute par Martelly de regimber résultera en représailles par la justice américaine voulant demander des comptes pour les crimes passés sous silence. Ressortissant américain par naturalisation, si d'aventure son arrestation devait s'effectuer, ce serait une simple formalité d'un pays souverain décidant de lancer une action judiciaire contre son propre citoyen. En ce sens, les formalités qui ont été requises pour appréhender Guy Philippe, avant de le faire transférer à Miami, ne seront pas nécessaires.

Cette politique signifie aussi le maintien au pouvoir du système mis au point, en la personne de Sweet Mickey, qui a été libre de nommer son successeur, Jovenel Moïse, dont le débarquement au Palais national était totalement assuré, pour les mêmes raisons que son prédécesseur. Aussi les activités de Michel Martelly et de ses alliés politiques, également trafiquants de drogue de longue date, y compris son beau-frère, Charles Saint-Rémy, dit Kiko, dans le commerce de stupéfiants, sont-elles délibérément ignorées. Pourtant, du début des années 2000, sous Aristide, à nos jours, plus d'une trentaine de trafiquants, parmi eux des hauts de la Police, des parlementaires, ainsi que des hommes d'affaires, ont été inculpés pour trafic de drogue, arrêtés en Haïti avant d'être transférés à Miami, en Floride, pour les suites légales.

Trois factions politiques dans les négociations

La crise socio-politique ayant entraîné une crise économique et financière sans précédent au pays est directement liée aux manipulations politiques exogènes dans les élections de 2010-2011. Un citoyen des États-Unis, au Palais national, surtout de l'acabit de Martelly, livre Haïti sur un plateau d'argent aux Américains. Voilà donc plus d'une raison, pour les Américains d'influencer la politique haïtienne, et de Michel Martelly d'afficher une révérence particulière à l'endroit du représentant du Département d'État, en l'occurrence, l'ambassadeur Kenneth Merten. Il est aisé de comprendre pourquoi ce dernier, encore chef de la Mission américaine, en Haïti, n'hésitait pas à intervenir pour le sauver du danger de sa destitution. Le diplomate est allé au-delà de sa responsabilité

en déclarant que « Le président Martelly n'est pas citoyen américain ».

Selon toute évidence, M. Merten fait partie du clan Martelly. En s'éloignant de sa fonction de coordonnateur de la politique américaine envers Haïti, au Département d'État, pour devenir « chargé d'Affaires », il s'imaginait qu'il allait



Michel Martelly pourra-t-il éviter d'être le dindon de la farce.

trouver la solution à la crise, par le truchement de l'ex-président-musicien. Il n'avait, sans doute, pas pris le temps d'imaginer que les autres acteurs opposés à son poulain, sur le terrain, n'étaient pas d'humeur à céder un seul pouce de terrain à Sweet Mickey.

Le BINUH, Martelly et les PHTKistes

La politique américaine en Haïti (suivie à la lettre par le CORE Group) a accouché de trois factions politiques différentes : Le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, Michel Martelly et ses partisans et alliés, aussi bien que les héritiers politiques de Jovenel Moïse constituent les trois courants politiques impliqués dans les négociations, en vue d'arriver à un consensus pour mettre sur pied un gouvernement intérimaire de rupture.

Helen Meager Lalime, cheffe du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), avait jeté son dévolu sur Jovenel Moïse, parce qu'il s'appliquait à favoriser la concrétisation de sa mission, qui se résume ainsi : promulgation d'une nouvelle Constitution, organisation d'un référendum et la tenue des élections. Le président de facto défunt ne ratait une seule occasion de rappeler cette mission qu'il a épousé de Mme Lalime. D'où cette relation, qu'on dirait symbiotique, qu'il avait avec elle.

La moralité et l'intégrité de ces politiciens haïtiens laissant totalement indifférée la majorité des diplomates accrédités en Haïti, Mme Lalime aurait pu s'acoquiner avec Michel Martelly si ce dernier était encore au timon des affaires. Mais une fois celui-là éjecté du Palais national, le numéro un de l'ONU, en Haïti, a investi tous ses atouts politiques et diplomatiques en

Moïse.

Jovenel Moïse assassiné, Helen Meager Lalime s'est retrouvée, politiquement et diplomatiquement orpheline. Elle s'était empressée de projeter Claude Joseph dans le fauteuil du Premier ministre, dans l'esprit d'avoir « son homme », à la tête de l'Exécutif, afin que le programme de l'ONU pour Haïti puisse continuer à tenir la route. Mais les Américains, ne faisant pas confiance à Joseph, l'a fait immédiatement écarté de la primature refusant de cautionner la formule président-Premier ministre.

Dans l'État actuel des choses, on peut évoquer la boutade créole suivante : « Chat konnen, rat konnen, barik mantè la ap ret la ». Assurément il aurait fallu trouver d'autres moyens, peut-être trop aléatoires, pour traiter avec un Claude Joseph Premier ministre, dans la gestion du dossier « Assassinat de Josevel Moïse ».

Washington a créé un monstre

Agent du Département d'État, en Haïti, durant les événements entourant les élections de 2010-2011, Kennett Merten était partie prenante de la mise en place du premier régime PHTKiste, avec Sweet Mickey, créature américaine. Retourné en Haïti, avec pour mission, en tant qu'« expert exclusif » de questions haïtiennes, de forger un vrai accord, dans le cadre d'un « consensus largement large », souhaitant modifier la présente configuration politique constituant une « pierre d'achoppement » à l'entente nécessaire à la solution de la crise.

Kenneth Merten ne s'était pas rendu compte de la polarisation politique qu'a entraînée la politique américaine en Haïti, se retrouvant la victime de ses propres actes.

Si l'ex-chargé d'Affaires américain (Merten) avait une quelconque velléité d'épargner des déboires politiques, ou même pire, à son ami Martelly, il a sûrement risqué de trouver l'atmosphère socio-politique bien différente de ce qu'elle était durant sa prestation diplomatique.

Tout compte fait, la diplomatie américaine, en Haïti, se porte super-mal. D'un chargé d'Affaires à l'autre, secondés d'envois en mission, à Port-au-Prince, de secrétaires d'État adjoints, cela n'augure rien de bon pour Biden et son équipe, tant qu'Ariel Henry est maintenu à la tête du pays. L'administration Biden, celui qui s'acharne à le déclarer en bonne santé politique, est acculée à le lâcher dans le meilleur délai, car continuer à cautionner sa présence, à la primature, équivaut à empoisonner davantage la situation et à souffler sur les braises.

L.J.

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

La catastrophe en Ukraine, mais la violence des armes est sans frontières

La situation en Ukraine illustre cette catastrophe, surtout à Mariupol, ville côtière, au sud-est du pays, que les forces russes ont pratiquement détruite, bien que des soldats ukrainiens, en minorité, 6 contre 1, face aux agresseurs, n'ont pas déposé les armes, tel qu'exigé par l'armée de Vladimir Poutine. Apparemment, le « *Boucher de la Syrie* », tel qu'il est décrit par un sobriquet à lui attribué, le nouveau chef russe des opérations en Ukraine, le colonel-général Alexander Dvornikov, se retrouve en pleine action. Ainsi, revenons-nous à notre prédiction, faite une semaine après l'invasion russe du 24 février : Pour réussir, Vladimir Poutine pourra même détruire l'Ukraine. Alors ce n'est pas exagéré de faire référence à un génocide dans ce pays et que le président-dictateur russe soit traité de « *criminel de guerre* » par le président américain Joseph « Joe » Biden.

Selon les informations disponibles lundi, 18 avril, un combat acharné s'est déroulé, le dimanche 17 avril, quand les envahisseurs russes ayant détruit presque toute la ville, passaient à l'action contre des milliers de soldats ukrainiens qui offraient une résistance musclée, à partir du complexe d'Azovstal, une manufacture d'acier de renom. À la date limite de midi, dimanche, de se rendre, les Ukrainiens n'avaient pas acquiescé à la demande des Russes. Et ceux-ci de dire que tout refus sera suivi de « *destruction totale* ». Alors, dans un discours à la nation, le président Volodymyr Zelensky a décrit la situation « *des plus criques* », tout en reconnaissant que les défenseurs étaient numériquement inférieurs, « *soit un pour six* » attaquants. Il devait ajouter : « *Les Russes ont délibérément décidé d'éliminer tous ceux qui s'y trouvent. Ce qui mettra fin à tout dialogue avec les Russes, s'ils continuent à commettre des atrocités dans la ville* ».

En effet, Mariupol, sous le coup des bombardements, depuis déjà près de deux mois, représen-

te un symbole de résistance que les Russes ont fini par détruire dans sa totalité, mais pas sans perte de leur côté. Jeudi dernier, soit le 14 avril, le navire de guerre *Moskva*, portant le nom de Moscou, la capitale russe, a sombré au fond de l'océan dans la baie de Mariupol, sous une attaque de



L'étendue des dégâts en Afrique du Sud.

missiles téléguidés, par les Ukrainiens, tandis que les Russes, ne voulant pas reconnaître la puissance de l'ennemi, prétendent qu'il s'agissait d'un incendie à bord du vaisseau, et que tout



Vladimir Poutine, la formule de désengagement en Ukraine n'est toujours pas trouvée.

l'équipage en est sorti sain et sauf. À souligner, parmi les pertes subies du côté russe, la mort du major général Vladimir Frolov, second commandant du 8^e détachement de l'armée, opérant en Ukraine, et dont les funérailles ont eu lieu samedi dernier, 16 avril. Il serait le huitième des généraux russes à perdre la vie depuis cette folie d'invasion de l'Ukraine.

Et la guerre continue, quand bien même des appels à un ces-

sez-le-feu fuseraient de presque partout. À noter que dans son homélie du dimanche des Pâques, le pape Francis eut à dire : « *Que la paix revienne en Ukraine, dévastée, en bute à la violence et à la destruction d'une guerre insensée à laquelle elle est assujettie* ».

ICI ET LÀ, DES ATTAQUES AUX ÉTATS-UNIS

De multiples agressions à l'arme à feu inquiètent

Deux assauts publics, à l'arme à feu, le week-end dernier, retiennent l'attention, suite à de nombreuses attaques, depuis le début du mois d'avril. L'un, à Pittsburgh, en Pennsylvanie, et l'autre à Columbia, capitale de l'état de la Caroline du sud.

***À Pittsburgh, en Pennsylvanie** — Dans une communauté, de la zone appelée *East Allegheny*, au nord de la ville, on s'égayait samedi soir, 16 avril, sans doute lors d'une fête de fin de semaine sainte, quand la police affirme avoir reçu un appel de personnes se plaignant de tapage excessif, dû à la musique jouant fort à briser le tympan. Arrivés sur les lieux, les policiers ont fini par faire cesser le bruit. Mais quelque 90 minutes après leur départ, il semble que les festivaillers aient récidivé. Sur ces entrefaites, le lieu pris en location, pour célébrer cette fête, a été criblé de balles, essuyant quelque 90 obus, venus de toutes parts. Deux jeunes gens, âgés de 17 ans, ont succombé sur le champ, et beaucoup d'autres, essayant de s'échapper dans le brouhaha, ont reçu des blessures. Il était 12h30, dans la matinée du dimanche.

Selon les rapports de police les deux qui ont trouvé la mort sont Mathew Steffy-Ross et Jaiden Brown. Dix personnes ont été blessées par balles, et cinq autres se sont fracturées essayant d'échapper par les fenêtres. Lors d'une entrevue télévisée, lundi, 18 avril, le chef de la police de Pittsburgh, Scott Schubert, a laissé entendre qu'aucun suspect n'a été identifié.

En tout cas, on parle déjà d'une loi visant à mieux contrôler ces maisons offertes en location, à temps partiel, sous contrat *Airbnb*, qui échappent au contrôle de la police et des autorités en général, manquant ainsi de données pour bien mener leur enquête.



Le colonel-général Alexander Dvornikov déployé sur le champ de bataille, en Ukraine, mais à l'abri des fusées intelligente des Ukrainiens.

te.

***À Columbia, Caroline du sud** — En ce qui concerne l'attaque à un centre commercial « *mall* », à Columbia, Caroline du sud, le



Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky jure de résister jusqu'à la dernière cartouche.

samedi 16 avril, neuf personnes ont été blessées par balles et cinq autres ont essuyé des blessures, mais aucun décès n'a été enregistré. Toutefois, c'est inquiétant, car ces incidents affichent une tendance aux attaques à l'arme à feu, tel que l'on en a enregistré durant ce mois d'avril, et même avant.

Un certain Jewayne Price, 22 ans, a été arrêté. Selon des rapports de police, il fait face à l'accusation de port illégal d'un pistolet, en attendant une investigation et des consultations avec les procureurs.

Lors d'une audience, au tribunal, dimanche, 17 avril, le juge a décrété une caution de 25 mille dollars (25 000,00 \$) pour sa libération temporaire, pendant

qu'il est en résidence surveillée et doté d'un bracelet à la jambe pour monitorer ses déplacements. Le magistrat autorise au prévenu de faire le déplacement pour se rendre au travail à des heures précises.

*À comparer avec New York

— Le cas du prévenu à Columbia, Caroline du sud, est bien différent de celui du terroriste de Brooklyn, N.Y. qui, mardi de la semaine dernière, 12 avril, avait blessé grièvement par balles une dizaine de personnes et causé des blessures moins graves à 13 autres individus, sans qu'il ait eu de fatalité. L'agresseur, qui avait commis le forfait dans un train au métro de Brooklyn, à Sunset Park, vers 8h30 du matin, avait pu s'évader dans la confusion qui s'ensuivit. Mais le lendemain, mercredi 13 avril, dans l'après-midi, quelque 30 heures après l'attaque, l'agresseur était appréhendé, ayant été repéré au bas de Manhattan, dans le quartier d'East Village.

Il s'agit de Frank James, 62 ans, originaire du Bronx, mais vivant à Philadelphie, en Pennsylvanie, où il avait loué le « *van* », le véhicule qu'il utilisait et qu'il avait stationné non loin du lieu du crime. D'ailleurs, c'est à partir de ce véhicule que la police a pu l'identifier, peu après l'attaque, car en s'échappant, les clés du véhicule ainsi qu'une carte de crédit sont tombés de sa poche. James est retenu en prison, sous l'accusation fédérale de terrorisme, ayant attaqué un système de transport. Il pourrait écoper de la prison à vie, au cas où il aurait plaidé coupable. Mais l'avocate de la défense, qui lui est assignée, demande que son client subisse un examen psychiatrique. Ce qui a été accordé par le juge. Ira-t-il en prison ou dans un centre psychiatrique ? La justice a la réponse à cette question.

Une guerre contre la société par des criminels endurcis

Il y a une guerre à sens unique non déclarée, aux États-Unis, par des criminels endurcis qui se livrent à des attaques sanglantes contre la population. Jusqu'à lundi dernier, 18 avril, pour seulement ce mois d'avril, il y a eu au total 25 attaques, y compris celles ci-dessus mentionnées. Et il nous reste une dizaine de jours encore pour boucler le mois.

Suite en page 8

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Pourquoi l'OTAN et les services de renseignement occidentaux n'ont-ils pas réussi à éviter la guerre en Ukraine ?

Par Berg Hyacinthe, PhD. *

Note de l'éditeur : Au-delà de la curiosité journalistique de l'auteur, j'ai écouté le Dr Hyacinthe, pendant une période de deux ans. Dans cet espace de temps, il a fait référence à des informations accessibles au grand public et liées à ses avertissements adressés aux autorités américaines et européennes, dans ce domaine. Cet article contient des extraits du plaidoyer passionné du professeur à l'attention de l'administration Biden-Harris : Cessez vos activités liées aux gangs armés, en Haïti, en commençant par le départ du Premier ministre de facto Ariel Henry; et démanteler les escadrons de la mort responsables des exécutions sommaires disproportionnées de la police américaine de Noirs de tous âges. La vie du Nègre compte, sur toute l'étendue de cette planète.

Face à cette question combien importante, la réponse de l'auteur était claire et simple : parce qu'ils ont refusé d'accepter, à leurs risques et périls, que rien de bon ne peut réellement se produire en Haïti, ils ont reconnu leurs erreurs. Espérons qu'ils prennent les mesures qui s'imposent, cette fois.

Ce sujet de l'OTAN était si préoccupant que le comité de rédaction d'*Haïti-Observateur* a

publié, dans son édition du 29 juillet au 5 août 2020, le texte intitulé : « *Les Américains ne sont plus les bienvenus dans l'Europe post-COVID : L'OTAN, une illusion démythifiée selon le nouvel ordre mondial ?* ».

En effet, même les pays membres de l'OTAN, notamment la France et l'Allemagne, se repositionnent en Europe. La mise en garde prémonitoire, affichant une avance de cinq (5) ans, adressée aux responsables américains et européens, en 2009, avant l'annexion de la Crimée par la Russie, n'aurait pu être plus claire : « *L'élan actuel va clairement à l'encontre des États-Unis d'Amérique... le différend sur le bail entre la Russie et l'Ukraine [Crimée] risque de se traduire par un coup dur porté aux intérêts stratégiques de l'OTAN et des États-Unis en Europe* ». ** Les Américains et leurs alliés européens ont ignoré ces avertissements pendant des années, donnant ainsi suffisamment de temps et d'espace à la Russie de les exploiter : *Voici l'Ukraine 2.0*.

Lorsque les principales activités de renseignement se résument en pointant du doigt aux positions des troupes russes à l'aide d'images satellitaires « *publiques* », on est en droit de se poser des questions. Qu'en est-il, par exemple, des avertissements dûment documentés, en 2009, de

l'auteur ?

La principale cause de cet échec est le *renseignement erroné* sur la Russie. La « *sous-estimation* » concédée par l'administration Biden est la résultante de deux vecteurs hyperpuissants : (1) l'absence du libre choix à l'UE de négocier avec la Russie ; (2) l'existence de dossiers manipulés et falsifiés dans des bases de données les plus sensibles sur la Russie et l'Ukraine — comme l'a signalé l'auteur, à la fois au Comité restreint du renseignement du Sénat américain et le Comité limité permanent de la Chambre des Représentants, le 9 novembre 2020 (voir, p.333 de son dernier rapport « 2022-Grave Concern Report » adressé au Conseil de sécurité de l'ONU).

Les comportements affichés et les décisions prises au cours de ce conflit armé en Ukraine, ont confirmé les avertissements prémonitoires de l'auteur. A cet égard, l'auteur a fait les remarques suivantes, dans son livre *Cyber Warriors at War* (2009) et, plus tard, dans l'article précité en 2020 :

Les relations bilatérales « *privilegiées* » établies entre certains États membres de l'UE et plusieurs puissances militaires étrangères s'apparentent à un suicide politique collectif pour l'UE. Une telle politique, si elle est maintenue, pourrait conduire à l'effondrement catastrophique de l'UE, au profit de ses rivaux à un moment où :

La relation UE-Russie descend à un niveau dangereusement bas [Alerte prémonitoire en 2009 de cette guerre actuellement en cours] ;

La Grande-Bretagne se séparerait de l'UE, la première étant un concurrent potentiel de l'UE et un partenaire privilégié des États-Unis d'Amérique sur plusieurs dossiers majeurs [Alerte prémonitoire en 2009 relative à la formation de AUKUS matérialisée en 2021] ;

L'UE se trouverait dans une situation de tension avec certains de ses États membres d'Europe de l'Est [Alerte prémonitoire — Hongrie ; Pologne ; Albanie, Roumanie, pour n'en citer que quelques-uns] ;

L'UE a des intérêts économiques, militaires et géostratégiques, qui sont incompatibles avec ceux de plusieurs membres de l'OTAN [Levée du drapeau rouge sur la politique énergétique de l'UE vis-à-vis de la Russie, jugée incompatible avec les attentes et les intérêts américains]. Cette situation de dépendance américaine s'apparente à un « *virus caché* » dans les relations de l'UE avec ses partenaires transatlantiques de l'OTAN et le

Royaume-Uni ;

Dans le présent texte l'auteur blâme carrément les « *données historiques falsifiées* » dans plusieurs bases de données du renseignement américain portant sur la Russie et l'Ukraine. En outre, il met en lumière plusieurs décisions et événements, comme preuve de l'effondrement de l'OTAN, notamment : L'incapacité de l'OTAN à empêcher la guerre en Ukraine par la négociation, par la force ou la dissuasion - étant donné que la mission de l'OTAN ne s'était jamais limitée à mener la guerre, mais au contraire, elle était censée promouvoir la paix ;

La décision soudaine prise par l'Allemagne et la France de mettre en œuvre leur plan (national/individuel) de *reconstruction militaire* ;

L'insistance des États-Unis à conserver des ensembles de données intentionnellement modifiées et falsifiées sur la Russie et l'Ukraine (y compris les divers avertissements propres à l'auteur dans ce domaine) ;

Le scandale entourant la formation de l'AUKUS ;

Le retrait des troupes américaines d'Allemagne, suivi d'un redéploiement forcé de troupes supplémentaires, quelques mois plus tard, pour contrer les attaques russes ;

Le désinvestissement de Joe Biden, pour des raisons inavouées, vis-à-vis du dossier de l'Ukraine, jusqu'à ce que la guerre devienne un embarras personnel et politique ;

« *L'offre de transport* » de Biden refusé par Zelensky — révélant un manque d'intérêt de Biden et l'inexistence d'un plan d'action concerté pour faire face à ce qui a été perçu, à tort, par les Américains, comme un problème purement européen, pas le leur. Trump a été très clair sur ce changement de politique pas si secret vis-à-vis de l'UE. Bien que

Biden ait été plus éluif que Trump, ce dernier disait, haut et fort, ce que le premier faisait de manière subtile : abandonnant graduellement l'UE, tout en levant — sciemment ou par faute grave — le parapluie de sécurité de l'OTAN.

En effet, les attributions de l'OTAN incluent le maintien de la paix et de la stabilité en Europe, non seulement par la force brute, mais, plus important encore, par la diplomatie dans la perspective de prévenir les conflits armés. L'adhésion à l'OTAN n'est pas une condition préalable pour engager des négociations de paix avec l'Ukraine et la Russie. La résolution pacifique et diplomatique de ce conflit aurait pu être priorisée et l'appareil de renseignement de l'OTAN, s'il en existe un, ne peut plus se permettre ces lacunes observées et concédées au cours de conflit Est-West en Ukraine, remontant à l'annexion de la Crimée en 2014. L'OTAN a eu huit (8) ans (2014-2022) pour empêcher l'actuel situation en Ukraine. De toute évidence, il a échoué de manière spectaculaire.

Avec autant d'accords commerciaux conclus entre la Russie et les membres de l'UE, il est très difficile d'ignorer l'existence d'un intérêt mutuel entre les parties. Donc, une entente était alors possible, comme elle l'est aujourd'hui, pour arrêter cette guerre désastreuse, pourtant évitable dès le début.

Si de bons partenaires commerciaux ne parviennent pas à s'entendre, cela est probablement dû à une ingérence, soit par un tiers, soit par un irritant caché. Il doit y avoir un besoin caché derrière cette guerre en Europe. Alors que certains zélés célèbrent les effets spectaculaires des sanctions économiques et commerciales contre la Russie, les aver-

Suite en page 4

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

CHARLES DUPUY
UNE HISTOIRE POPULAIRE D'HAÏTI
ÉDITIONS LA PERICHOLE - 2021

Frantz
Photo & Video Studio
Phone: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BLK. UNION & PRESIDENT)
FRANTZSTUDIO.COM
Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Pourquoi l'OTAN et les services de renseignement occidentaux n'ont-ils pas réussi à éviter la guerre en Ukraine ?

nces néfastes et inattendues doivent être traités avec diligence. Certes, ceux à qui profite la guerre s'en foutent. Les grands médias glorifient la guerre, à travers des reportages hollywoodiens spectaculaires : un déjà vu en Irak et en Afghanistan, comme pour banaliser les crimes de guerre d'un côté et crier génocide par convenance à l'autre.

L'auteur estime que **l'arsenalisation des instruments financiers**, servant de base aux accords commerciaux internationaux, incitera éventuellement certains pays économiquement très puissants à commencer à chercher des voies alternatives à ce système financier ouvertement manipulé à des fins politiques. Un tel retrait pourrait être désastreux pour les États-Unis. Bien sûr, la Chine a déjà commencé à déployer son propre système immunitaire, face à cette nouvelle arme économique.

Quelle différence existe-t-il entre la fermeture par la Russie de ses vannes de gaz naturel au milieu de l'hiver et des sanctions visant à désactiver la capacité de la Russie à maintenir l'acheminement de ce produit essentiel vers l'ouest ? Quand est-ce que des attaques contre les infrastructures critiques deviennent-elles un acte ou une déclaration de guerre ? Les infrastructures critiques russes ont-elles été attaquées par ces sanctions ? Quelle est la différence entre l'utilisation d'un malware destiné à perturber les infrastructures critiques dédiées à la libre circulation de l'électricité, du gaz naturel et de l'eau dans une ville et le recours à des « *sanctions* » pour atteindre le même objectif ? L'OTAN est-elle, sciemment ou inconsciemment, en guerre avec la Russie ? Les parties impliquées, directement et indirectement, dans ce conflit armé, sont-elles pleinement conscientes des conséquences de leurs décisions, s'agissant de l'application du principe universel du précédent en droit ?

Le régime de sanctions va certainement accélérer la course aux « *armes économiques* » visant à créer un système commercial parallèle, aux fins de concurrence, par rapport aux États-Unis. La Chine, l'Inde, le Brésil et les pays du Golfe suivent, de très près, l'évolution de la situation.

En d'autres termes, le niveau d'efficacité des sanctions est inversement proportionnel à celui du niveau de confiance dans ce système financier étatsunien, désormais muté en arsenal de guerre par l'Occident. La Chine est-elle susceptible de connaître le même sort à l'avenir ? Les États-Unis et leurs alliés peuvent-ils se permettre de sanctionner simultanément la Russie et la Chine ? N'arriveront-ils jamais à le faire, sans se suicider au passage ?

Mettre trop de pression sur Poutine pourrait conduire à des erreurs de calcul catastrophiques, de part et d'autre. Comme Biden l'a glissé devant une audience internationale, lors de son récent voyage en Europe, le **changement de régime** semble être la grande stratégie fûtée.

Par ailleurs, de nombreux ana-

lystes suggèrent que le combat mené par la Chine, pour élargir sa propre sphère d'influence, serait négativement affecté, si elle se rangeait du côté des États-Unis dans ce conflit en Ukraine. A cet effet, on ne devrait jamais s'attendre à ce que la Chine se range du côté des États-Unis pour sanctionner la Russie.

D'une part, les premières célébrations ukrainiennes et les attaques qui ensuivaient ont galvanisé un soutien tant attendu par Poutine dans son pays : une approbation qu'il recherchait depuis le début de ses « opérations spéciales ». D'autre part, les atrocités signalées en Ukraine ont clairement uni le monde occidental contre la Russie de façon inédite. Toutefois, le même niveau d'énergie aurait dû être déployé pour empêcher cette guerre en Ukraine.

Alors que les États-Unis se préparent au pire, la Chine fait de

toujours : les royaumes s'élèvent et tombent, une loi naturelle qui a également été confirmée par les expériences scientifiques d'Isaac Newton.

Situé dans l'arrière-cour des États-Unis, Haïti n'a aucune chance de sortir de la pauvreté, en l'absence d'une véritable révolution pour retrouver sa souveraineté. Si les membres de l'OTAN ne criaient pas au scandale, vis-à-vis du silence complice de Biden, Poutine aurait déjà sécurisé l'Ukraine avec beaucoup moins de violence que le monde n'en a vu en Libye, en Irak, en Afghanistan, en Syrie et en Haïti, ces dernières années. Les États-Unis peuvent rester l'ami d'Haïti, mais ils ne peuvent plus servir de principal partenaire en matière de défense et de sécurité nationale, suite aux aveux de Daniel Foote, et compte tenu des sérieux soupçons qui pla-

logique de Poutine, à tort ou à raison, installer de telles armes dans l'arrière-cour de la Russie constitue un acte d'agression.

Pourquoi un stratège de guerre afficherait de la discorde au sein de l'OTAN en formant l'alliance controversée dite AUKUS et retirerait des troupes d'Allemagne, quelques semaines seulement avant l'invasion de l'Ukraine : Un partenaire stratégique en Europe (membre de l'OTAN ou non) ? Pourquoi ce stratège de guerre divulguerait-il des informations relatives à la décision des États-Unis de ne pas engager des troupes en Ukraine, dans le but de forcer d'autres membres de l'OTAN à offrir une « *roue libre* » à Zelensky ? Le refus de celui-ci cristallise l'échec spectaculaire de Biden, peu importe le gagnant en Ukraine. Des dossiers intentionnellement manipulés, voire falsifiés, sont souvent à

de changer la configuration défunte et antidémocratique susmentionnée, Biden devrait afficher le même niveau d'enthousiasme, comme il l'a fait en faveur d'une femme noire à la Cour suprême des États-Unis. Si les autorités américaines avaient véritablement embrassé la diversité, cela se serait reflété dans la composition du Conseil de sécurité de l'ONU.

En conclusion, l'échec des tentatives d'éviter cette guerre en Ukraine a été démystifié. Comme l'a concédé l'administration Biden-Harris, c'est l'hypoténuse de deux vecteurs puissants : (1) La privation de liberté de négociation directe entre l'UE et la Russie ; (2) l'existence de dossiers altérés et falsifiés dans les bases de données de renseignement les plus sensibles sur la Russie et l'Ukraine. Le sénateur américain Bernie Sanders n'était pas anti-américain lorsqu'il a défié la cohorte d'hypocrites et de *fanatiques du chaos* qui s'enrichissent en provoquant des guerres interminables : « *Pour faire simple, même si la Russie n'était pas dirigée par un dirigeant autoritaire corrompu comme Vladimir Poutine, la Russie, comme les États-Unis, aurait toujours un intérêt dans les politiques de sécurité de ses voisins. Est-ce que quelqu'un croit vraiment que les États-Unis n'auraient rien à dire si, par exemple, le Mexique devait former une alliance militaire avec un adversaire des États-Unis ?* ». *** L'auteur partage le point de vue de Sanders et rejette toute tentative de qualifier cette analyse factuelle d'anti-américaine.



même. Avec les sanctions économiques comme arme, la troisième guerre mondiale a déjà commencé. Les parties concernées ne semblent pas en être conscientes. Au mieux, ils ne l'ont pas reconnu. Certains le nient même, pour des raisons stratégiques. Maintenant, ils doivent trouver un moyen de l'arrêter. On parle même d'une menace nucléaire inédite. La Chine utilisera-t-elle l'Ukraine comme étude de cas pour faire face aux revendications de sa propre sphère d'influence, dans les mers de Chine méridionale et au-delà ? Lequel des parties bluffe ? Ce jeu devient-il trop dangereux ?

S'il y a une leçon à tirer de l'invasion de l'Ukraine, compte tenu de la situation actuelle en Haïti, aujourd'hui, elle devrait inclure cette sombre réalité : les activités de la Russie dans sa sphère d'influence correspondent aux propres revendications américaines sur Haïti. Ce pays constitue une catastrophe préprogrammée, comme l'a reconnu l'envoyé spécial du président Biden, Daniel Foote, dans sa lettre de démission.

Comme établi dans le livre *Cyber Warriors at War* (2009), l'arrivée tardive des troupes américaines dans la Mer Noire n'était qu'un spectacle. Aussi, l'Ukraine 2.0 constitue-t-elle une situation déjà vue, confirmant cette nouvelle politique américaine envers les membres de l'OTAN en tant qu'alliés « *virtuels* » contre l'AUKUS comme la nouvelle alliance. Les États-Unis devraient tenir compte du fait qu'elle ne pourrait pas régner sur le monde pour

l'origine des décisions politiques les plus catastrophiques jamais prises par un chef d'État américain. Nous l'avons vu en Irak, en Afghanistan, en Libye et maintenant en Ukraine.

Mettant la guerre en contexte, l'auteur, dans une lettre adressée aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, a posé la question suivante : Les natifs et les Blacks devraient-ils accepter le principe par lequel l'ONU ose les traiter comme des sous-humains n'ayant pas droit à la réparation établie par la jurisprudence de Nuremberg ? Il a soigneusement rédigé un message de sympathie tout en exprimant son inquiétude légitime en ces termes : « *Les Asiatiques, les Arabes, les Noirs et les natifs sympathisent avec l'Ukraine et exigent que les crimes de génocide commis contre eux, par l'Occident, captent le même niveau d'attention de la part des dirigeants occidentaux et des médias soi-disant libres* ». Si Zelensky peut ordonner au Conseil de sécurité de l'ONU de se dissoudre, l'auteur peut, au minimum, lancer un appel à la reconfiguration ou à une nouvelle composition de cette institution. Celle-ci devrait refléter la réalité d'une population mondiale non-blanche, selon un nouvel ordre mondial. La situation actuelle est ironique. Pourquoi la majorité (non-blanche) devrait-elle continuer à être dominée par un Conseil de sécurité de l'ONU plus blanc que neige (4/5) ? La politique secrète de « *démocratie sélective* » de l'ONU est désuète et doit être révisée et modifiée. Lorsqu'il s'agit

l'origine des décisions politiques les plus catastrophiques jamais prises par un chef d'État américain. Nous l'avons vu en Irak, en Afghanistan, en Libye et maintenant en Ukraine.

Mettant la guerre en contexte, l'auteur, dans une lettre adressée aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, a posé la question suivante : Les natifs et les Blacks devraient-ils accepter le principe par lequel l'ONU ose les traiter comme des sous-humains n'ayant pas droit à la réparation établie par la jurisprudence de Nuremberg ? Il a soigneusement rédigé un message de sympathie tout en exprimant son inquiétude légitime en ces termes : « *Les Asiatiques, les Arabes, les Noirs et les natifs sympathisent avec l'Ukraine et exigent que les crimes de génocide commis contre eux, par l'Occident, captent le même niveau d'attention de la part des dirigeants occidentaux et des médias soi-disant libres* ». Si Zelensky peut ordonner au Conseil de sécurité de l'ONU de se dissoudre, l'auteur peut, au minimum, lancer un appel à la reconfiguration ou à une nouvelle composition de cette institution. Celle-ci devrait refléter la réalité d'une population mondiale non-blanche, selon un nouvel ordre mondial. La situation actuelle est ironique. Pourquoi la majorité (non-blanche) devrait-elle continuer à être dominée par un Conseil de sécurité de l'ONU plus blanc que neige (4/5) ? La politique secrète de « *démocratie sélective* » de l'ONU est désuète et doit être révisée et modifiée. Lorsqu'il s'agit

de changer la configuration défunte et antidémocratique susmentionnée, Biden devrait afficher le même niveau d'enthousiasme, comme il l'a fait en faveur d'une femme noire à la Cour suprême des États-Unis. Si les autorités américaines avaient véritablement embrassé la diversité, cela se serait reflété dans la composition du Conseil de sécurité de l'ONU.

* Berg Hyacinthe : Expert haïtien qui, en 2008, avait prévenu les États-Unis et l'Europe de leur lecture erronée de la grande stratégie de Vladimir Poutine, suite à la découverte d'un *virus caché* au cœur de l'OTAN. À cette époque, de la notion juridique de cyberguerre, l'auteur menait ses recherches postdoctorales au sein de l'un des centres de recherche les plus avancés du monde scientifique, en Sorbonne. Sa crédibilité étant affichée aux murs des grandes académies de défense et de sécurité, tant en Europe qu'aux États-Unis, il est passé de présentation. Dr. Hyacinthe est incontestablement l'expert le plus avisé sur ce conflit armé en Ukraine. Il a déjà produit un récit prémonitoire de la fin du conflit : Le modèle Coréen.

** Dans son livre *Cyber Warriors at War* (2009), l'expert haïtien rend publiques ses recommandations pour repousser la pression des agents corrompus qui n'ont pas agi et ont exercé des représailles en poluant et en modifiant sciemment les bases de données américaines avec les fausses informations, taxant à tort, entre autres, l'auteur de menace à la sécurité nationale des États-Unis. Il avait non seulement annoncé cette guerre en Ukraine, il y a treize ans, mais il avait surtout documenté les conséquences néfastes et spécifiques d'un tel affrontement.

*** Discours du sénateur américain, Bernie Sanders, relatif à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Lè gwo zotobre yo bloke, epi pèsoun pa ka fè mirak, se pèp la k ap montre ki wout pou yo pran!

Bagay yo pa senp ann Ayiti, paske sitiwayon an bloke epi gwo zotobre yo pa ka fè anyen pou debloke l. Men sa pa ka ret konsa pou lontan, yo pa bezwen konprann pèp la pral ret bra kwaze ap gade yo. Jan m wè kesyon an, sanble nou pa twò lwen rive nan Kafou Tenten.

Kijan nou konprann youn diplomat madre tankou Kenneth Merten, ki te rive Ayiti tou cho tou bouke, nan mwa oktòb lane pase, swadizan pou vin met lòd nan dezòd, kouri kite sa apre 6 mwa, san anyen pa regle ? Epi an bon Kreyòl, nou tande l di se fòt Ayisyen ki fè n rive nan sitiwayon nou ye a, yo ajì kòm youn bann "iresponsab", nou ta di manfouben, ki pa ka antann yo sou anyen. Li pa ka pran sa ankò, li vire do l byen vit.

Pou mounn ki pa konnen, se anbasadè Merten ki te ann Ayiti, soti mwa dout (dawou) 2009, rive mwa jiyè 2012, ki te travay ak sekretè Deta Hillary Clinton, pou ban nou Michèl Joseph Martelly (Mateli), ki te pran non *Michael* pou paspò Ameriken l nan. Nou p ap rete twòp sou sa, men kanmenm fò m raple nou ke se menm Mateli sa a, mizisyen Swit Miki, osnon Swit Mimi, ki bay tèt li non « Bandi legal ».

Èske nou konprann sa sa vle di ? Enben, kit ou di « bandi », osnon « gang » se 50 kòb ak 2 gouden, « *c'est du même au même* », jan mounn yo di pawòl la an franse. Kidonk, se li menm Mateli, Bandi legal la, ki responsab pou prèske tout lòt ti bandi ou gwo gangstè ki met peyi a tèt anba jan nou wè l jodi a. Avrèdi, Premye minis li an, Laurent Salvador Lamothe (Lamòt), te ba l youn gwo koud men pou travay la te

byen fèt. Wi, se Lamòt ki t achte gwo zam fann fwa yo ak premye kagezon minisyon, kivedi bal, pou bandi yo, ki te menm touche youn ti kòb sou kote, lè yo te kòmanse vè lane 2012. Kounnye a yo pa bezwen kòb ansyen chèf yo paske yo fin milyonnè nan lajan kidnaping.

Ti bandi, gang, se Bandi legal la ki responsab, se menm ak Tonton Makout

Fòk nou pa bliye, Mateli monte



Loran Lamot se parenn gang yo, se li ki te komande premye zam pou yo.

prezidan nan mwa me 2011. Kivedi, anvan li te menm pase pye l aletriye, monte chwal pouvwa a, li te gentan planifye pou monte gang yo pou travay pou li, sitou nan kraze brize nan zòn kote yo te kwè ki ta ka bay pwoblèm, tankou Site Solèy, Bèlè, Kafou Fèy, elatriye, nan tout bidonvil Pòtoprens yo, epi nan pwovens tou. Antouka, tout mounn okouran ki kantite masak mesye Tèt Kale sa yo fè nan peyi a. Nan istwa peyi Dayiti lè w di Tèt Kale, ofisyèlman PHTK, se kòm si w ap pale de François Duvalier (Divalye) ak Tonton Makout li yo, ki te fè Ayiti tounen youn gwo simityè.

Sa k te kapab te kouri chape poul yo anvan yo te vin fè pati viktim yo.

Vwala ke bagay yo kòmanse chanje a youn tèl pwen ke Bandi Legal la kouri pran devan, li di pèp la gen rezon l ap rele di li



Michèl Mateli premye pè ki te batize gang yo.

BOUKE a. Gen 2 semèn de sa, nou te bay pawòl msye te met deyò nan youn video pou l montre kòm si li dakò ke gang yo ale twò lwen. Se sa k fè pèp la **BOUKE**. Men l pa vle yo pran lari, jan sa te fèt apre 7 fevriye 1986, lè pèp la te lage 2 gidon deyò Makout, boule plizyè tou vivan. Alò Bandi Legal la mande pou gen youn tèt ansanm pou rezoud pwoblèm yo. Imajine nou sa, fòk gen youn chita ak chèf gang yo pou rezoud pwoblèm peyi Dayiti!

Pa gen okenn rapyese ki posib, bagay yo konplike pou Bandi legal la

Nan kout kat la, reyinyon diplomat fèt lakay Swit Mimi pou wè kijan sa ta ka regle sa anvan pèp la pran lari epi gouvènman tou kapote. Kòm si Swit Mimi an ta vle ranplase Premye minis defakto a, Aryèl Anri. Non Michel Patrick Boisvert, minis Ekonomi ak Finans te vin sou tab la ak non minis Edikasyon ak Fòmasyon pwofesyonèl la, Nesmy Manigat.

Èske se vre Anbasadè Merten te deyò koze sa a, de fason pou l te bay youn lòt gòl amen jan l te fè pou Mateli nan lane 2011 lan. Èske se la pye l tou glise, epi anvan sa vin pi mal, li kouri rale kò l Ayiti? Sè ke si Boisvert osnon Manigat ta bon, yo t ap an pozisyon pou kalme pèp la k ap pare

pou lage 2 gidon deyò Ariel Henry (Anri). E si Anri ale san pa gen youn arajman pou youn mounn Bandi Legal la monte kòm Premye minis, pa gen fason pou msye repedale jan l ta vle a!

Men bagay yo vin youn ti sans konplike ak arestasyon Jean Eliobert Jasmin (Jasmen, osnon Jasme, selon jan non l parèt nan papye Ameriken yo). Yo rantre ak Eddy One, ti non msye, nan peyi Etazini e y al sere l byen lwen, nan Wisconsin Yo pa kite l nan prizon Miyami kote ka gen maldòn. Editè Léo Joseph (Jozèf) te eksplike sa byen semèn pase a, nan premye atik anlè nan premye paj jounal la, ki gen kòm tit « *Un voisin de Michel Martelly inculpé pour drogue aux USA* » Li te menm mande nan menm tit la, si Mateli pa nan grate tèt ak arestasyon e transfè sa a? Men kijan l te



Aryèl Anri jwenn gang yo la, li byen sèvi avèk yo.

bay li an franse : « *Qu'y a-t-il derrière le transfert d'Eddy One à Wisconsin ? Michel Martelly a-t-il de bonnes raisons de s'inquiéter ?* »

Si nou pa t gentan li atik sa a, m ap mande n pou n al repase l. Sa tèlman bèl nan fen atik la, paske anbasadè Daniel Foote fè youn blag sou Swit Mimi an ki fè mounn ri mezi kont yo. Sanble li konn youn bagay ki panko deyò. Asireman nou pa bliye Anbasadè Foote, « *Envoyé Spécial* » administrasyon Biden nan ann Ayiti, ki te bay demisyon l nan mwa septanm nan pou pwoteste kont politik Eta Zini ann Ayiti. Enben msye di, « *Nan prizon federal, mwen parye Miki ap byen dous nan ti jip wòz li a, sitou pou lòt*

asosye k ap nan menm kacho avèk l yo ». O-o, ki fè tou sa ka ladan l?

Èske ka gen konpwomi ak chèf osnon zanmi gang yo ?

Alò, nou konprann ke Anbasadè Merten pa ka kontinye ret ann Ayiti toujou. Antan ke diplomat ameriken, ki te montre l twò pre Bandi legal la, li pa bezwen nan peyi a lè gwo deblozay la ta rive pete nan peyi isit. Paske lè Eddy One fin chante tankou youn pipirit, mete tout koze deyò sou sa l konnen sou Swit Mimi an, pral gen rèl ka Makorèl.

Se poutèt sa mwen di gwo zotobre yo mele, bonjan mele! Jwèt la make san. Yo pa an mezi rale fisèl jan yo te konn fè oparavan. Se poutèt sa, Kenneth Merten lage tout responsablite a sou do dirijan ak politisyen Ayisyen yo, k ap ajì kòm youn bann « iresponsab ». Yo pa fè sa pou yo ta fè a, chita ansanm, fè youn bon pale, jan yo di a « youn bon dyalòg », aksepte fè konpwomi. Men èske ka gen konpwomi pou kite Aryèl Anri chita sou chèz Premye minis la ? Youn mesye ki montre li nan konfyolo ak gang epi non l site nan ansasinay Bòs li a ki fè l rive kote l ye a, èske mounn ka fè msye konfyans? Jodi 20 avril la fè Aryèl Anri egzakteman 9 mwa depi se li sèl ki chèf ann Ayiti, epi li pa ka rezoud pwoblèm gang yo ki bloke 4 depatman nan peyi a (Sid, Grandas, Nip ak Sidès), anplis youn tyè nan depatman Lwès la. Yo met anviwon 20 mil mounn deyò lakay yo nan zòn anba a, la anba twou nen Pòtoprens, li pa fè anyen.

Atò se kounnye a li bay Lapolis kèk ti blende, epi nou tande yo tire 2 z ou 3 bandi pou n ta fè l konfyans, swadizan l ap chanje kazak Twò ta gentan bare l. Pèp la pare pou montre l wout pou l pran an. Se pou l pran l byen vit, rale kò l, anvan sa pase mal, wi byen mal pou li! Paske pèp la vrèman **BOUKE**. Se konsa bagay yo ye.

TiRenm
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com

Gad'on doulè!

Youn chante rache kè ak Norline Sanon Casimir !

Se nan YouTube mwen wè de kisa atis la ap pale epi m tande nan vwa l kijan l santi l devan youn sitiwayon ki twòp atò. Nan kòmansman chante a li pran rele « *Gad'on Doulè !* » Epi se sa ki vin youn refren l ap repete de tanzantan : « *Gad'on Doulè !* » Lè w fin tande tout chante a ak tout gwoup k ap chante avè l la, ou menm tou w ap di « fòk sa sispann, sa se twòp atò ! Vrèman, « *Pèp la bouke soufri* ».

Mezanmi, bagay yo tèlman grav, pa menm gen youn ti souri sou figi pèsoun, eksepte gwo zotobre yo k ap toupizi pèp la, mizè pèp la pa konsènen yo. Mwen swete nou ka jwenn chante a pou n tande l ak pwòp zòrèy nou. Petèt nou ka jwenn ni sou YouTube, m pa konnen. Mwen te gen chans youn zanmi te voye l ban mwen.

Sa touche m tèlman, mwen pran youn bon bout tan pou m

tande chante a byen, kopye pawòl yo ke Norline Sanon Casimir ap chante avèk anpil emosyon. Epi l gen bon bakòp, avèk plizyè foto ki akonpaye chanson an pou ranfòse mesaj la. Jiskaske nou ka tande l nou menm, m ap bay pawòl yo jan m tande yo nan chante a. Asireman, sa pral fè n reflechi, nou ka menm fè kòlè epi nou ka mande, « Pou konbyen tan ankò? » Nou bay atis la lapawòl :

Gad'on Doulè!

N anvi tounen lakay

*Ban nou vakans,
M pa konn kilè n ap jwenn youn chans.*

*Vakans zombifye
Anndan kay nou sere
Nan lari nou strese
Lè n soti nou pa rantre
Kidnaping, lanmò nou kontre
Bondye, kot sa prale?*

*Youn pèp ak dlo nan je
Vakans lan pwolonje
Politisyen k ap pwofite. (3 fwa)
Gad'on Doulè!
Pèp la bouke soufri! (2 fwa)*

Gadon Doulè!

Nou swaf youn bout souri.

*Malerèzman mizè lakay
Gen parenn k ap finanse l
Gen marenn k ap ogmante l
Pale pale na pa konsène
Lidè, gwo zotobre
Chak koukouy klere pou je w.*

*Nou reziyen n ak lamizè
Nou konfòtab viv sou fatra
Sa pa youn vi pou youn nasyon
Peyi lòk, nou fonksyonnen
Nèg ak zam pa ban nou pase
Sa konfime ke n ap trepase.*

*N ap viv ak youn strès
Tout sèvo yo fin ale*

Ale nan paj 14

HAPPENINGS!

Continued from page 1

action or inaction of many actors, both Haitian and foreign. After reading the report, one is left wondering whether cynicism or neglect should be evoked in regard to relations between the United States and Haiti.

The 39-page report begins by an **“Executive Summary”** which, in abridged form, tells how Haiti has reached rock bottom, overrun by gangs who even take control of some police stations. In part, the report reads like some of our own analyses. But there are glaring omissions that we can’t ignore.

The wrecking of the democratic process

In the State Department’s own prose, we present major excerpts that show how Haiti was allowed to reach its current hell-on-earth situation, under the watch of the international community, including the United States. For, there’s no forgetting that since 2004, an international presence is in Haiti, first with thousands of UN troops, and missions intended to bringing stability to the land and help establish democracy and strengthen justice.

Here from the **Executive Summary**: *“Haiti is a constitutional republic with a multiparty political system. The most recent national legislative elections were held in 2016; international observers considered the elections free and fair. In January 2020 the terms of the majority of parliamentarians expired due to a failure of the country to conduct elections in 2019. Only 10 elected members of 30 remained in the upper house, while the lower house had none. As a result, parliament was unable to reach a quorum and ceased to function. Nearly 400 unelected mayors served at the pleasure of the executive.”*

Just in those few words, without disguising the facts, the State Department has explained how Haiti, the “constitutional republic” ceased to exist since after the 2016 vote. However, nothing is said about how this had happened under the watch of the CORE Group of Western diplomats, with the “United Nations Stabilization Mission in Haiti” (MINUSTHA) in the country since 2004. The baton was then passed to two other missions with lofty-sounding names: the “United Nations Mission for Justice Support” (MINUJUSTH) in 2017, and to the “United Nations Integrated Bureau in Haiti” (BINUH), in 2019, which is still there.

Considering that the State

Department has tried to be transparent about how Haiti got where it is, mention should have been made to its work in ushering the era that made possible such a situation when the department, under Secretary of State Hillary Clinton and his then ambassador to Haiti Kenneth, engineered the rise to Haiti’s presidency of the self-styled “Legal Bandit” Michel/Michael Joseph Martelly. To him and his Prime Minister Laurent Salvador Lamothe goes the credit for setting up the gangs, that are much decried in the 2021 report.

Defying major sectors in Haiti, the U.S. supports Jovenel Moïse

However, Martelly’s hand-picked successor, who facilitated the “federation” of the gangs, “The Banana Man” Jovenel Moïse gets much attention, as he should, for his assassination must be considered as the most horrible act of 2021 in Haiti.

Here in the State Department’s Report: *“Jovenel Moïse was elected as president for a five-year term and took office in February 2017. Controversy arose early in the year regarding the length of his mandate and whether it expired in February 2021, or 2022, due to ambiguities in the constitution. Despite opposition from most political actors and civil society, President Moïse remained in power until his assassination on July 7.”*

The report is silent on the fact that, in defiance of all major sectors in Haiti, the United States strongly supported President Moïse. U.S. Ambassador Michele Sison paraded prominently with him, and the CORE Group also fully backed him. The report doesn’t say anything prior to the assassination of Jovenel Moïse, how he ordered several massacres in the shantytowns around Port-au-Prince against opponents to his misrule. Neither is mention made of several assassinations at the behest of the president, the most spectacular being that of Monferrier Dorval, Esq., the president of the Port-au-Prince Bar, gunned down at the gate of his property, only yards away from the presidential residence, on August 28, 2020. Only by inference, one can deduct that President Moïse is responsible for the current state of affairs because he dismantled the democratic system, caused the dysfunction of Justice and of most State institutions, under the watch of the international community which apparently acquiesced.

Ariel Henry, the current de facto Prime Minister gets into the picture, as we read: *“Three days*

before his death, Moïse had named, but not yet sworn in, Ariel Henry to replace Joseph Jouthe as prime minister. On July 20, after a short power struggle, Henry became prime minister, and on September 11, he signed a political accord with a large number of opposition parties and civil society organizations. Planned 2021 presidential and legislative elections had already suffered logistical difficulties and delays; Moïse’s assassination and an ensuing lengthy process to negotiate a political accord resulted in an agreement to delay elections until 2022 or later.”

The State Department plays down the “short power struggle,” after Moïse’s assassination,



Ariel Henry, the Human Rights situation is not better in his government than it was under Jovenel Moïse.

because Washington played a role in the emergence of Ariel Henry, who eclipsed Prime Minister Claude Joseph, not Joseph Jouthe, to take the helm of the nation. Also, the neurosurgeon Henry, Washington’s man on the scene, is presented in good light, a man of consensus, who embraced *“large number of opposition parties and civil society organizations.”*

Forget that a much wider consensus has been reached by those of the Montana Accord. As to the *“planned 2021 elections, . . . delayed until 2022 or later,”* nothing is said about how Washington wanted them held immediately, notwithstanding the rampant insecurity caused by the gangs that controlled about half of the capital and surroundings, and extending their reach throughout the land.

The Haitian National Police under tarnished leadership

The report dwells at length on the Haitian National Police (French acronym PNH), which is overwhelmed by the gangs. Read on: *“The Haitian National Police, an autonomous civilian institution led by a director general under the authority of the minister of justice, is responsible for maintaining public security. The Haitian National Police includes*

police, corrections, fire, emergency response, airport security, port security, and coast guard functions. The Ministry of Justice and Public Security, through its minister and the secretary of state for public security, provides oversight to the Haitian National Police. The Superior Council of the National Police, chaired by the prime minister, provides strategic guidance. The Superior Council includes the director general and the chief inspector general of the Haitian National Police, the minister of the interior, and the minister of justice. Civilian authorities at times did not maintain effective control over security forces. There were credible reports that members of the security forces committed abuses.”

Obviously, the report does not go into personalities, except for the names of the president and prime ministers. But for the purpose of this analysis, we cannot only stop at the last two phrases in the paragraph above about *“civilian authorities”* being derelict of their duties even when faced with *“credible reports that members of the security forces committed abuses.”*

The French proverb states that *“The fish begins to rot at the head.”* Among the leadership of the *“Superior Council of the National Police”* which *“provides strategic guidance”* to the force, there are criminal elements. Take Minister of Justice Berto Dorcé, named to the post last November 24, he had changed the spelling of his surname from *Berteau* in attempt to hide his past. He’s a former jailbird under the old spelling, going back to 1997, when he was a judge in Miragoâne and was implicated in a drug trafficking case in Aquin, which was part of his jurisdiction.

Also, Minister of the Interior Liszt Quitel was involved in the kidnapping of Pastor Jean Pierre Ferrer Michel, of the Jesus Center Church in Delmas 29 in Port-au-Prince, last October 3, in a case where his wife may have been in a romantic tryst with the minister. Pastor Ferrer Michel was released some three weeks later, following a ransom payment. Minister Quitel never cleared his name about the accusations brought against him.

The current director general of the HNP, Frantz Elbé, accused of human rights violations, may have some unusual relations with a gang member in the Croix des Bouquets region, probably member of the “400 Mawozo” gang. But the director general he replaced, now Haiti’s ambassador at the Organization States, Léon Charles, is implicated in the assassination of Jovenel Moïse. So is Prime Minister Ariel Henry. But all these top officials seem to be immune from undergoing

questioning in that horrible act.

Human rights violated and threatened without recourse

Considering that the report concerns Human Rights, that issue is dealt with at great length. Here, the State Department goes full blast: *“Significant human rights issues included credible reports of unlawful and arbitrary killings by gangs allegedly supported by government officials and private-sector actors; torture or cruel and degrading treatment by government agents; harsh and life-threatening prison conditions; arbitrary arrest; serious problems with the independence of the judiciary; violence or threats of violence against journalists; serious government corruption; lack of investigation of an accountability for or threats of violence targeting persons with physical, mental, and developmental disabilities; and forced child labor.”*

There’s more under that heading, as the State Department points finger at the government which, by the way, still enjoys the support of Washington. Consider this: *“The government rarely took steps to prosecute government and law enforcement officials accused of committing abuses and corruption, and civil society groups alleged widespread impunity regarding these acts.”* That’s not unlike what we’ve targeted for some time, often writing: **“Corruption and impunity are the two major ills in Haitian public administration.”**

To conclude with the **Executive Summary**, the State Department Report addresses the gang issue in stark reality: *“Gang violence escalated throughout the country, particularly in metropolitan areas, and the gangs allegedly received support from political and economic elites. Kidnappings for ransom by armed gangs increased and affected all sections of society. Armed gangs were also responsible for approximately 20,000 displaced persons, for capturing up to 10 police stations and substations, and for blocking fuel supplies in October and November, bringing economic life and freedom of movement to a virtual standstill.”*

We’ll note that the reference made to the *“20,000 displaced persons”* is the most glaring example that there’s collusion between the government and the gangs. This happened in the Martissant neighborhood, a suburb south of the capital on Highway No. 2, connecting four departments, as Haiti’s mini states are called. They and 3 major cities in the Western department, of which Port-au-Prince is the capital, have been cut off from transaction

Continued on page 14

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Suite de la page 3

En effet, cela a commencé le 3 avril, quand ont été perpétrés deux attaques, une à New York et l'autre en Californie. Le 4 avril, ont été répertoriés deux dans le Connecticut et à Kentucky; le 6 avril, une autre s'est produite, en Pennsylvanie; le 9 du même mois, il s'agissait de deux autres, une en Floride et l'autre dans le District fédéral, à Washington. Le 10 avril, il y a eu une certaine démarcation, comme si on sortait de l'ordinaire. Ce jour-là, on a constaté cinq attaques : dans l'Indiana, en Californie, en Iowa, dans l'Illinois et la Louisiane. New York, très vulnérable, a connu deux attaques le 12 avril. Et la Californie, un état aussi peuplé que New York, enregistrait une autre attaque le 15 avril. La journée du 16 avril était très sanglante, avec 4 attaques : au Nevada, en Caroline du sud, dans le Maryland et, de nouveau, à New York. Toutefois, la journée la plus horrible, jusqu'à date, reste le 17 avril, au cours de laquelle six attaques ont été perpétrées : deux en Pennsylvanie, déjà mentionnées, et une autre dans chacun des états suivants : Californie, Caroline du sud, Floride et Oregon. Comme on dit en créole, «*Tout mounn jwenn !* » (Personne n'est épargné).

Avant de conclure avec la série noire, il y a lieu de noter que les attaques publiques mentionnées ne tiennent pas compte de ce qui se passe dans les établissements scolaires élémentaires (K-12). Selon l'organisation *Education Week*, qui suit de près les attaques visant ces élèves au niveau national, du 5 janvier au 5 avril de cette année, il y a eu 22 de ces attaques dans ces écoles. Depuis l'année 2018, quand *Education Week* a entrepris de tenir à jour ces statistiques, il y a eu au total 114 attaques sur des établissements scolaires. Mais l'année

dernière (2021), on est passé à une vitesse supérieure, pour ainsi dire, avec 34 attaques, soit le triple des 10 enregistrées en 2020, et beaucoup plus que les 24 pour chacune des années 2019 et 2018.

Toutes ces attaques sont facilitées par une politique trop libérale concernant le port et la possession d'armes à feu, dans ce pays. Les conservateurs politiques brandissent le «*Deuxième Amendement* » de la Constitution américaine, immuable, selon eux, qui leur garantit le droit du port d'arme. C'était, sans doute, nécessaire, en 1791, l'année de son insertion dans la Constitution, alors que le pays, foncièrement agricole, avait une majorité de citoyens habitant la campagne et ne bénéficiant d'aucune présence policière dans leurs zones. Mais, de nos jours, avec les grandes agglomérations des villes et une présence policière presque partout, n'importe qui ne devait plus avoir accès aux armes meurtrières, leur permettant d'orchestrer ces carnages, qui endeuillent et sème la terreur dans les familles.

*Le port du masque obligatoire annulé par une décision d'un juge fédérale

C'est la confusion totale, suite à la décision, lundi dernier, 18 avril, d'un juge à une Cour fédérale de la Floride, d'annuler le port du masque dans le transport public, à travers le pays. La nouvelle a été vite accueillie, surtout par nombre de lignes aériennes qui ont été confrontées à des situations extrêmement délicates, parfois donnant suite à la violence par des passagers récalcitrants, s'opposant au port du masque. Mais la décision ne fait pas l'unanimité, surtout à un moment où plusieurs états rapportent la remontée d'une nouvelle variante de la COVID-19.

Le même jour, les lignes aériennes suivantes ont annoncé qu'elles n'exigeraient plus le port

du masque dans les cabines: American Airlines, Alaska Air, JetBlue et Southwest. Le lendemain, d'autres ont emboîté le pas. Mais il faut prendre des précautions, si l'on débarque à New York, par exemple. On doit porter le masque pour s'embarquer dans l'autobus ou le train, car l'état de New York, d'ordre de la gouverneure Kathy Hochul, et la ville de New York, d'ordre du maire Eric Adams maintiennent qu'il est trop tôt pour déclarer l'annulation du port du masque. D'autres états, comme la Californie, ainsi que certains autres édiles sont dans la lignée de New York.

Le *Centers for Disease Control & Prevention* (CDC), agence chargée de la surveillance de la santé de la nation, avait antérieurement reporté au 3 mai l'annulation du port du masque, qui aurait été caduc lundi dernier, 8 avril. Toutefois, la CDC encourage le port du masque, en dépit de la décision de la juge Kathryn Kimball Mizelle, nommée à son poste, avec siège à Tampa, Floride, le 12 août 2020, par le président Donald Trump. À l'âge de 33 ans alors, elle serait la plus jeune des juges à bénéficier de pareil honneur, un poste à vie. L'ex-président Trump, qui avait, au début de la pandémie, aux États-Unis, durant le printemps 2020, minimisé l'effet de la pandémie, doit se sentir fier de cette juge.

Entre-temps, à Washington, Jen Psaki, porte-parole de la Maison-Blanche, répondant à une question d'un journaliste, lors d'un point de presse, hier, mardi, 19 avril, eut à dire : «*De toute évidence, c'est une décision décevante. La CDC recommande quand même le port du masque dans le transport public* ». Et le président Joe Biden, pris de court, pendant qu'il se déplaçait, de dire : «*Que chacun fasse à sa guise!* »

Alors, il est à conseiller de bien se renseigner sur les exigences faites dans telle ou telle communauté, et par certaines or-

ganisations avant de se déplacer. Alors, que chacun use de sagesse par rapport à ses déplacements. Quand bien même il serait interdit de porter le masque, il est sage d'en avoir un sur sa personne, et de s'en servir, le cas échéant.

*En Afrique du sud, plus de 400 décès, 4 000 maisons détruites et 40 000 réfugiés internes

C'est le bilan des averses du genre déluge moderne, qui se sont abattues, au cours de trois jours, qui ont causé des dégâts à la ville de Durban et dans la province environnante de KwaZulu-Natal, dans l'est sud-africain. Outre les décès enregistrés, il y a 40 personnes portées disparues et 600 établissements scolaires sont disloqués. L'estimation des dommages fait état de quelque USD 28 millions \$ (28 000 000,00 \$).

Hier, mardi, le gouvernement central, à Johannesburg, a déclaré l'état d'urgence, tout en annonçant qu'une somme de 67 millions de dollars (67 000 000,00 \$) est allouée pour venir en aide aux sinistrés. L'armée a mobilisé 10 000 soldats dans une campagne appelée «*Opération Chariot* », pour venir en aide à la zone dévastée. Ainsi, continue-t-on à rechercher les victimes non encore trouvées, tandis qu'a été mis en train une campagne de distribue d'eau et de la nourriture, les autorités ayant pris des dispositions immédiates pour réparer les ponts et les routes; et mobilisant des techniciens se trouvant sont à pied d'œuvre pour rétablir le courant électrique dans les zones affectées.

***Le 20 avril, aujourd'hui même, ramène le 32^e anniversaire de ce 20 avril 1990 quand, plus de 75 000 Haïtiens, toutes classes confondues, accompagnés de leurs amis étrangers, ont fait trembler le pont de Brooklyn Bridge, et porté la**

FDA, officiellement Food & Drug Administration, rebaptisée, ce jour-là, «*Federal Discrimination Administration* », à renoncer à sa politique discriminatoire, taxant les Haïtiens de porteurs du virus SIDA, ajoutés au «*Club 4 H*», en anglais : «*Homosexuals, Hemophiliacs, Heroin Addicts, and Haitians* ».

Nous saluons le professeur Ésaïe Jean-Baptiste, pour son article combien approprié à ce sujet, paru hier, 19 avril, dans «*Boukan News* » en ligne, sous le titre, «*J'étais présent ce 20 avril 1990* ». Nous le recommandons à nos lecteurs, car il a saisi l'occasion de ce 32^e anniversaire pour rappeler, à ses frères et sœurs, ce dont nous sommes capables, quand nous embrassons l'idée de «*L'Union [qui] fait la force!* »

Je ne saurais terminer sans mentionner la conclusion d'un texte bien étoffé, laissant percer son état d'âme, que voici : «*Enfin, j'étais présent lorsque, le 20 avril 1990, la diaspora haïtienne marchait contre le racisme de la FDA. Aujourd'hui encore, je suis témoin, mais pas de Jéhovah. Je suis tout simplement témoin de la façon dont le CORE Group, dans leur programme de destruction d'Haïti et les collabos, dans leurs exécutions de ce plan macabre, ont fait du pays de Dessalines, un espace invivable où les gangs armés, dans leur âme méchante, tuent, à longueur de journée, des paisibles citoyens* ».

Et M. Jean-Baptiste de conclure sur note réconfortante : «*Mais tout n'est pas fini. J'aime-rais, à travers la récupération de l'unité de la manifestation du 20 avril 1990, être aussi témoin de la grande marche évolutive d'un pays émergeant vers une politique sociale et progressive* ».

Pierre Quiroule II
20 avril 2022
raljo31@yahoo.com

USD 1,50 \$ SUR CHAQUE TRANSFERT D'ARGENT SUR HAÏTI Western Union modifie sa politique

sont citées comme défendeurs, dans le procès sont : Western Union, Uniftransfert (service assuré par la Unibank) et CAM Transfert, qui ont, volontiers, servi d'agent du gouvernement haïtien collectant les USD 1,50, montant exigé dans le communiqué émis par Michel Martelly.

La collecte effectuée sur les appels téléphoniques entrants se fait par la compagnie de téléphone mobile, la Digicel, ainsi que Natcom (ci-devant la Téléco) se faisant également des agents des dirigeants haïtiens s'appliquant, par ce procédé, à introduire leur main dans la poche des membres de la communauté haï-



La maison de Michel Martelly sur les Côtes des Arcadins.

tienne soucieux d'aider financièrement leurs parents restés au pays natal, avaient décidé d'encaisser l'abus dont ils étaient l'objet de la part de Martelly et sa clique.

Quand Martelly et Lamothe avaient introduit ce système, un autre genre de projet de Ponzy, dont l'objectif consiste à utiliser le pouvoir qu'ils détiennent pour s'enrichir aux dépens des citoyens, sans qu'il soit nécessaire de promulguer une loi à cette fin.

En retournant le dossier à la Cour de première instance, dont la juge Lashann Dearcy Hall avait déclaré la justice américaine incom-

pétente pour traiter l'affaire, les juges de la Cour d'appel mettent les accusés en situation de justifier la collaboration qu'ils ont donnée aux autorités haïtiennes, dans la collecte de ces fonds. Cela signifie, dans l'éventualité d'un verdict de culpabilité rendu contre les maisons de transfert et les compagnies de téléphone, elles seront condamnées à verser de fortes sommes d'argent aux demandeurs, sous forme de dommages et intérêts. Y compris des fortes amendes, si la juge estime une telle exigence nécessaire.

Lekòl Leta NYC

pale lang ou pale a

**Mande sèvis lang nan
lekòl kote pitit ou ye a!**

Pou plis enfòmasyon oswa pou bay
opinyon w sou sèvis lang:

schools.nyc.gov/Hello



NYC
Department of
Education

Translation and
Interpretation Unit

ÉDITORIAL



Comment expliquer l'appui offert à Ariel Henry par l'équipe Bide ?

L'appui inconditionnel dont bénéficie Ariel Henry, de la part de l'administration Biden-Harris, est largement condamné. Mais personne ne semble vouloir, ni oser, poser la question qui s'impose : la logique de cette politique. Mais, vu l'incompétence affichée par le Premier ministre de facto, dans l'accomplissement de sa tâche, ajoutée aux nombreuses accusations, dont la plus grave est celle d'avoir été partie prenante du complot ayant abouti à l'assassinat du président, également de facto, Jovenel Moïse, pesant sur lui, il est impératif d'interroger l'attitude de la Maison-Blanche. Surtout que la présente politique américaine, à l'égard d'Haïti, est en flagrante contradiction avec la posture officielle traditionnelle du gouvernement américain. Un coup d'œil sur elle permet de voir pourquoi Ariel Henry ne se sent pas le moins du monde inquiété en ce qui concerne son « *inamovibilité* ».

En effet, de l'avis des observateurs de la diplomatie américaine, particulièrement celle mise en application, dans les années 60 à 90, en tout cas celle qui concerne Haïti, celle présentement en place, constitue le scandale du siècle. En dépit des promesses, des faux semblants et des gestes prétendument de solidarité affichés, surtout au cours des vingt dernières années, la politique américaine envers notre pays est la conséquence de décisions claniques, de la part de dirigeants politiques œuvrant pour la promotion de leurs intérêts personnels, de ceux de leurs partis politiques, ou secteurs sociaux-économiques ou individuels évoluant dans leur giron. De telles politiques, installées ces dernières années, ont accouché, en Haïti, de régimes ayant contribué, progressivement, à la contamination de l'environnement politico-social. On a vu des acteurs politiques, des deux côtés, se corrompre les uns les autres. Ce qui a pour conséquence la dilapidation du Fonds de développement d'Haïti constitué après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, d'une part; et du vol systématique et détournement éhonté du Fonds Petro-Caribe, d'autre part. Sans compter les opérations et stratégies de corruption menées entre ces deux courants d'activités criminelles.

Les stratégies mafieuses lancées dans la politique et la diplomatie, tant aux États-Unis qu'en Haïti, ont essentiellement suscité le changement d'attitude des acteurs sur le terrain. En conséquence, la transmutation socio-économique que connaît Haïti n'est pas

nécessairement intervenue avec Michel Martelly. Lancée avec Jean-Bertrand Aristide, elle a progressivement pris racine, s'intensifiant régulièrement, discrètement sous René Préval, ouvertement durant le quinquennat de Michel Martelly, avant de s'installer dans toute sa férocité, pour accoucher de la présente situation, sous le second régime PHTKiste dirigé par Jovenel Moïse.

Mais, tous les observateurs sont unanimes à identifier l'avènement du candidat Tèt Kale, se qualifiant, pompeusement, de « *Bandit légal* », au Palais national, comme étant l'ère de l'organisation officielle des gangs armés et de l'institutionnalisation de la corruption. Si le pourrissement des conditions sociales, économiques et politiques d'Haïti a suscité des cris d'alarme dans nombre de secteurs du pays, en sus d'inspirer des prises de position dans les média haïtiens et au sein de la société civile, il n'a pas pour autant, comme dans le passé, attiré l'attention des représentants des puissances étrangères, particulièrement celle des pays dits tuteurs, sur la nécessité de faire les choses autrement.

On se souvient comment la dictature brutale de François Duvalier, dit Papa Doc, s'était heurtée aux sévères sanctions économiques de l'administration John F. Kennedy et des grandes démocraties occidentales. De même, que le rejeton de celui-là, Jean-Claude, a essuyé les fortes pressions de la part de Jimmy Carter pour qu'il corrige son dossier sur les droits humains. Surtout dans la foulée de la politique générale de son père défunt ayant fait de nombreuses victimes d'assassinats politiques et d'arrestations arbitraires qui ont augmenté la population carcérale du pays. Les pressions de l'administration Carter visaient spécifiquement la «libération» des prisonniers politiques.

Si la France de François Mitterrand se montrait sympathique à l'égard d'Aristide faisant la promotion du «*Père Lebrun* » (collier enflammé), multipliant les victimes de sa politique d'assassinat de ses opposants, il y en a (bailleurs de fonds d'Haïti), tels que les États-Unis, et d'autres, qui lui tenaient la dragée haute, en raison de ses crimes politiques, mais particulièrement pour cause de corruption constatée. C'est précisément à cause du prêtre défroqué, notamment son acharnement et celui de ses partisans à détourner les fonds publics, qu'Haïti a perdu son droit de pays souverain, dans ses relations avec les États occidentaux et les institutions de haute finance internationale. Car le

décaissement des fonds destinés à Haïti commençait à s'effectuer par le biais des Organisations non gouvernementales (ONG). Une pratique que Jovenel Moïse a tenté, sans succès, de renverser, son régime ayant dépassé de mille coudées celui du baron de Tabarre dans ce domaine.

Il était donc inconcevable, dans le passé, de voir les émissaires étrangers s'acoquiner avec des dirigeants haïtiens. Une politique dont les premiers bégaiements ont fait leur apparition avec Aristide, qui avait des relations privilégiées avec l'administration Bill Clinton. En guise de reconnaissance de se voir retourné au pouvoir, de son exil, à Washington, derrière 20 000 soldats américains, il faisait des gratifications, en espèces sonnantes et trébuchantes, à certains officiels américains; et à des mesures favorables, dans l'intérêt politique et financier d'autres. Au point que cette politique se résume à s'exprimer ainsi : Tout est possible à celui qui contrôle le pouvoir en Haïti. Si bien que, désormais, au Département d'État, la politique haïtienne s'exprime dans l'intérêt exclusif des Américains, y compris de ceux qui pilotent la diplomatie, tant pour eux-mêmes, personnellement, que pour leur parti politique respectif.

Cela nous amène au violent assassinat du président de facto Jovenel Moïse, dont les commanditaires et auteurs, après plus de neuf mois, depuis ce crime odieux, ne sont pas identifiés. Pourtant, une forte équipe internationale, soit plus d'une quarantaine d'individus, y compris des Haïtiens, des Américains d'origine haïtienne et des Colombiens ont été arrêtés et pourrissent en prison. Tandis que de graves accusations pèsent sur d'autres, singulièrement sur celui qui cumule les deux plus hautes fonctions de l'administration politique du pays, Dr Ariel Henry, Premier ministre de facto, ambitionnant d'être aussi président de la République.

Écartant le voile sur les faits entourant la mort tragique de Jovenel Moïse, l'attention est attirée sur l'étroite relation qui existe entre le locataire de la primature et la Maison-Blanche. Le Dr Henry jouit d'un appui, de toute évidence inconditionnel, de l'équipe Biden-Harris. Au niveau d'Haïti, dans les différents secteurs pris en compte, son appui est réduit à une peau de chagrin. En plus d'être accusé d'implication dans le meurtre de Moïse, M. Henry est violemment pris à parti pour son incapacité à mener la barque nationale. Mais, autre temps, autre mœurs ! Dans un passé pas trop lointain, le fait d'être

mis au banc de ceux accusés dans cet assassinat aurait entraîné une désolidarisation totale de la communauté internationale derrière les États-Unis.

Il est bizarre qu'en dépit de se retrouver sous le coup de telles accusations, la Maison-Blanche s'obstine à tenir Ariel Henry à bout de bras. Pourtant, quel scandale ! L'administration Biden a mobilisé le Federal Bureau of Investigation (FBI), le bras de la Justice américaine, dans le cadre de l'investigation sur l'assassinat du 7 juillet 2021. Au moins deux personnes qui ont été citées dans ce crime, et qui se trouvaient en cavale, sont incarcérées dans des prisons étatsuniennes, après avoir été expulsées, de pays tiers, aux États-Unis, suite aux demandes de leur expulsion par ces derniers. D'autres encore attendent que la justice où ils ont été mis en état d'arrestation décide de leur sort. À l'exception de Samir Handal, en prison à Ankara, en Turquie, à la demande du gouvernement d'Haïti, sous l'accusation d'avoir trempé dans la même conspiration, qui ne se trouve pas sur la liste des suspects recherchés par la justice américaine.

Voilà une politique de deux poids, deux mesures, en faveur d'Ariel Henry, adoptée par la Maison-Blanche. Aux yeux des observateurs, l'équipe Biden-Harris traite celui-ci avec bienveillance, afin d'éviter que ne soit exposé le rôle qu'ont joué les responsables américains, dans la mort de Moïse. Ce qui équivalait à colmater les brèches, avant que n'échappent des « rumeurs désagréables ». Maintenir Ariel Henry en poste est priorité numéro un pour les Américains. Les négociations, que Washington donne l'impression de promouvoir, dont les dirigeants américains souhaitent l'heureux aboutissement, resteront délibérément un leurre.

Finalement, autant dire, il ne reste plus aux parties haïtiennes à trouver d'autres partenaires pour chasser Ariel Henry du pouvoir, et arriver au consensus souhaité, en vue de la formation d'un gouvernement bicéphale intérimaire, selon les vœux de la Constitution. Peuple haïtien, mobilisez-vous à cette fin !

[illegible]

EDITORIAL



How can one explain the support of Ariel Henry by the Biden team!

The unconditional support that Ariel Henry enjoys from the Biden-Harris administration is widely condemned. However, no one seems to want, or dare, to ask the obvious question: What's the logic behind this policy. Given the incompetence displayed by the de facto Prime Minister in accomplishing his task and the numerous accusations against him, it's imperative to question the attitude of the White House. After all, it is a very serious matter when the de facto head of government is implicated in the plot that led to the assassination of President Jovenel Moïse, also de facto. Such banalization of this dossier and the overall policy of the current administration regarding Haiti is in flagrant contradiction with the traditional official posture of the American government. A glance at the evolution of the situation allows us to understand why Ariel Henry is not the least worried about the security of his job.

In the opinion of observers of American diplomacy, especially as implemented in the 1960s to 1990s, and particularly in the case of Haiti, current U.S. policy is like the scandal of the century. Notwithstanding the promises, the false pretenses and gestures of solidarity displayed, especially during the last twenty years, American policy towards our country is the consequence of clannish decisions. It's a matter of political leaders working to promote their personal interests, those of their political parties or social-economic sectors and individuals evolving within their fold. Such policies, in recent years, have given birth to Haitian regimes that have contributed gradually to the contamination of the political and social environment. On both sides of the aisle, we've noticed political actors corrupting each other. This has resulted in the dilapidation of the Haitian Development Fund established after the earthquake of January 12, 2010, as well as to the systematic theft and shameless misappropriation of the Petro-Caribe Fund. The strategies of corruption devised in carrying out such operations are mind boggling and plainly criminal.

Mafia-like strategies launched in politics and diplomacy, both in the United States and in Haiti, have essentially brought about a marked change of attitude on the part of the actors on the ground. As a result, the socio-economic transmutation that Haiti is currently experiencing didn't really occur with Michel Martelly. That was launched

with Jean-Bertrand Aristide, gradually took root, steadily intensified rather discreetly under René Préval, and openly settled in during the five-year term of Michel Martelly. In all its ferocity, it was displayed under the second PHTK, *Bald Headed*, regime led by Jovenel Moïse.

All observers are also unanimous in identifying the advent of the *Bald-Headed* candidate, who pompously called himself the “Legal Bandit”, as the era of official organization of the armed gangs and the institutionalization of corruption. The rotting of the social, economic and political conditions in Haiti has set off alarm in various sectors of the country that have denounced the situation. In general, the Haitian media, as well as civil society, have taken strong positions against this state of affairs. However, unlike what happened in the past, the representatives of foreign powers in Haiti, especially of the so-called guardian countries, keep mum, as if they approve of the mayhem.

We remember how the brutal dictatorship of François “Papa Doc” Duvalier was met with severe economic sanctions by the John F. Kennedy administration and the major Western democracies. Likewise, his son Jean-Claude came under intense pressure from Jimmy Carter to correct his human rights record, especially in the wake of his late father’s general policy of political assassinations and arbitrary arrests that increasingly turned Haiti into a jailhouse and an open cemetery. Indeed, it was pressure from the Carter administration which resulted in freeing the political prisoners.

François Mitterrand of France may have been sympathetic to Aristide, while the latter promoted the “Père Lebrun” (the necklace of flaming tire), used against certain victims and his policy of assassinating opponents. But other Haiti donors, such as the United States, had held him in contempt. They denounced his political crimes as well as his embrace of corruption. Due precisely to the determination of the defrocked priest-president and his supporters to embezzle public funds, Haiti lost its right of a sovereign state in its relations with Western states and institutions of high international finance. That’s when disbursement of funds intended for Haiti began to be carried out mainly through non-governmental organizations, the famous NGOs that have given Haiti the title of “NGO cap-

ital.” A practice that Jovenel Moïse had tried, unsuccessfully, to reverse. But in the field of corruption, his regime had surpassed that of the so-called Baron of Tabarre by thousands of miles.

It was inconceivable for foreign emissaries to collude with Haitian leaders against the interests of the people. But that stance began to shift timidly with Aristide, who developed a privileged relationship with the Bill Clinton administration. In recognition for his return to power in Port-au-Prince from exile in Washington, under the umbrella of 20,000 American soldiers, the exiled chief, flushed with cash while in Washington, had lavished gifts on some American officials and took favorable financial measures in the political campaigns of others. One could sum up that Aristide policy in one phrase: Everything's possible for whoever controls power in Haiti. So much so that, from then on, Haitian policy at the State Department is expressed mainly in the exclusive interest of the Americans, including those in charge of steering the diplomatic game, both for themselves personally and for their respective political parties.

This brings us to the violent assassination of the de facto president Jovenel Moïse, the sponsors and perpetrators of that heinous crime remaining unidentified after more than nine months. Yet, more than 40 individuals, including Haitians, Americans of Haitian descent, and Colombians, have been arrested and are rotting in jail in Port-au-Prince, charged with no crime. Meanwhile, serious accusations have been made against others, particularly the against the one who holds the two highest posts in the country's political administration, the de facto Prime Minister Dr. Ariel Henry, who also assumes the role of President of the Republic.

Considering the suspicions surrounding the tragic death of Jovenel Moïse, attention is drawn to the close relationship existing between Haiti's Prime Minister and the White House. Obviously, Dr. Henry enjoys the unconditional support of the Biden-Harris team. But in almost all sectors in Haiti, Henry's support is down to a trickle. In addition to being accused of involvement in the murder of Moïse, Mr. Henry is violently denounced for his inability to show any leadership in managing the country. Indeed, with the passing of time, mores have changed! Not long ago, for having an accusation hanging over him in the case of the president's

assassination would have brought total disengagement from him by the international community, the United States in the lead.

Oddly, despite Ariel Henry being under credible suspicions, the White House persists in supporting him strongly. What a scandal! Reportedly, the Biden administration has mobilized the Federal Bureau of Investigation (FBI), the arm of the U.S. Justice Department, in the investigation of the July 7, 2021 assassination of the Haitian president. At least two important figures involved in the crime, who were on the run, are now jailed in the U.S., after being deported, on request, by the United States from third countries where they were hiding. Others, who have been arrested, are still waiting for the decision of the justice system of the countries where they are. Not on the list of suspects of the American justice system is Samir Handal, jailed in Ankara, Turkey, but whose extradition is requested by the Haitian government, on charges of his involvement in the conspiracy to assassinate Moïse.

Apparently, the White House has adopted a double standard, favoring Ariel Henry. Some astute observers assert that the Biden-Harris team is showing unusual benevolence to the Prime Minister, to avoid exposing the role the American officials may have played in Moise's death. That's tantamount to plugging the gaps before "unpleasant rumors" escape. Thus, keeping Ariel Henry in office is Number One priority for the Americans. Meanwhile the negotiations, apparently being promoted by Washington, the successful conclusion of which are seemingly hoped for, will remain a deliberate decoy.

In the end, it is up to concerned Haitian parties to find other partners in their campaign to remove Ariel Henry from power, and to reach the desired consensus for the formation of a double-headed interim government, according to the Constitution. It's up to you, the Haitian people, to mobilize toward this end!

HAITI OBSERVATEUR		Haiti-Observateur P.O. Box 35627 Brooklyn, N.Y. 11435-0627 (718) 812-2920
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION		
NOM Mlle / Monsieur / M. M. (Monsieur) / Mme (Madame) / Mlle (Mademoiselle) M. / Mme / Mlle M. / Mme / Mlle		TELEPHONE () 123 45 6789 () 123 45 6789 () 123 45 6789
PROFESSION () 123 45 6789 () 123 45 6789 () 123 45 6789		ADRESSE ET AIDE () 123 45 6789 () 123 45 6789 () 123 45 6789
PROFESSION () 123 45 6789 () 123 45 6789 () 123 45 6789		CANADA ET AMERIQUE LATINE () 123 45 6789 () 123 45 6789 () 123 45 6789
PROFESSION () 123 45 6789 () 123 45 6789 () 123 45 6789		EUROPE () 123 45 6789 () 123 45 6789 () 123 45 6789



Suite de la page 16

é à fonds le projet avec de gros moyens, qui permit à Haïti d'organiser un grand et historique événement. Ces dirigeants avaient même doublé le budget présenté par la Fédération et la Concacaf pour s'assurer que le pays reçoive avec dignité et grande pompe cette première, du 15 au 30 avril. Encore qu'aujourd'hui c'est devenu plus facile, le pays organisateur n'a pas, ou presque pas, d'investissement à effectuer, la Concacaf et la FIFA finançant même jusqu'aux frais d'hébergement, de nourriture, de transport des équipes et officiels.

Le tableau de ces éliminatoires, au premier tour, se présente ainsi pour Haïti :

24 avril, 4 hres p.m. : Haïti vs Cuba;

26 avril : Haïti vs El Salvador;

28 avril : Haïti vs Guatemala.

En principe, même avec une formation qui ne s'est presque pas préparée et que les filles ont maintenu le contact juste sur des terrains vagues, par des « 2 camps ».

Sur le niveau de jeu que l'on

connaît en Haïti ces filles franchiront ces obstacles au pied levé, il reste à savoir ce qui leur reste dans leur corps, après ce dégât de deux ans d'inactivité, chose jamais vue dans le football haïtien où l'on envoie une équipe sans préparation avec le seul objectif de jouer pour que la FIFA ne stoppe pas ses subventions. Inédit aussi, dans un pays fou de football, où l'on convoque, en cachette, via WhatsApp du coach ? ? ? ? Une sélection, chacune informant l'autre (*Younn di lòt n ap vwayaje demen*), au téléphone, des mineures de 16 ans, à l'insu de leur club, sans une explication à leurs parents, puisque convoquées via un groupe «WhatsApp», dans une station d'autobus, pour les faire voyager. Sans même un échauffement, sans, on les emmène, certaines sans visa dominicain, avec, comme pour la U20 et les seniors, il n'y a pas longtemps, beaucoup d'humiliation pour des ambassadrices du pays, toutes des mineures, sans l'autorisation légale de voyage des parents de l'Institut du bien-être social l'IBERS.

En principe, il faut dénoncer, encore une fois, le manque de respect de la Fédération pour le football national, pour le drapeau

national, et, surtout, pour la nation haïtienne. Encore une fois, ces filles de 16-17 ans se sont entraînées depuis juin/juillet 2020, encore même sans matériel adéquat que les coaches, à l'époque, dénonçaient, lors d'une conférence publique. Ce qui leur a valu leur révocation de Camp Nous.

Les footballeuses, qui ont été renvoyées chez elles, fin octobre 2020, sont rappelées, après 4 mois, en mars 2021, pour être renvoyées du Centre, depuis fin mai. Jusqu'à présent, certaines sont oubliées, abandonnées, à port au Prince, car n'ayant pu retourner chez leurs parents, dans le Sud, à cause de l'insécurité qui sévit à Martissant.

Certes, elles n'ont pas été à l'école pour préparer, certaines, les examens officiels de 9ème année, voire même si elles ont été inscrites : une catastrophe pour ces enfants d'une belle génération, dont on disait qu'elle était la plus prometteuse depuis leur début de Camp Nous ayant progressé rapidement, grâce à leurs multiples matches, face aux plus grandes des générations antérieures. Car elles formaient une équipe homogène, talentueuse et complète, dans toutes ses lignes, et très confiante avec un staff d'

entraîneurs solides, expérimentés, et surtout compétents et exigeants. Les observateurs, tous ceux-là, qui avaient vu ces jeunes à l'œuvre, à Santo Domingo et Porto Rico, en 2019, lors du challenge caraïbe U14, estiment que ces filles ont le potentiel pour se qualifier facilement, et même, surtout, pour faire un bon parcours au Mondial, en Inde. Après trois ans sans presque travailler, sans une nourriture régulière, sans travailler la musculation, certaines, obèses, d'autres maigrelettes, sans même un match amical, ou un bon 2 camps, dans la misère des ghettos, en quel état sont-elles ? Ces misérables, que beaucoup de clubs, éblouis par leurs performances, à Porto Rico, convoitaient. Preuve du peu de respect, du mépris de l'Équipe nationale, encore plus féminine. Jamais, dans l'histoire nationale, une fédération n'a jamais manifesté autant d'irrespect pour des sélections nationales. Et, pire, toutes les équipes nationales mal traitées. Soulignons que, pour un match éliminatoire de Coupe Qatar 2022, on choisit un hôtel de plaisir, à Santo Domingo, alors que nos joueurs, avant un tournoi majeur, allaient travailler deux mois dans l'un des plus

grand centres d'entraînement du monde, Bradenton, avec des amis contre l'Argentine, le Chili, le Salvador.

Pour mémoire : Pour France 2018 U20, les filles U20 sont envoyées en Bretagne, deux mois avant le tournoi, jouant contre la France, le Gabon, le Mexique, etc., travaillant dans un centre ultra sophistiqué, là où viennent en stage les Chinoises, les Anglaises, etc. Non seulement les joueuses et les joueurs travaillent dans des conditions idéales et s'élèvent oubliant et planant au-dessus des misères d'Haïti, se persuadant que la misère au pays doit être une source de motivation et une voie saine pour devenir de vrais citoyens et citoyennes. Dans leur esprit, la misère construit un moral de combattant pour nourrir une seule ambition « *siye mizè sou ekip ki enfas la* ».

Il est inacceptable de négliger une sélection nationale à ce point, avec un potentiel si élevé, et l'ambition d'être une surprise !

Heureusement, elles ont à leur tête un staff ambitieux fou même, qui impose une ligne stricte et construit, dans le men-

Suite en page 12

Suite de la page 16

C) ou le Ministère de l'Éducation nationale et de la Fonction publique (MENFP), dans une vraie politique, qui ne peut se concevoir dans un programme d'éducation, surtout le Ministère des Sports, qui ne fait plus rien en termes de développement de cette activité.

Une première à Plaine du Nord en décembre

Déjà, une première expérience, à la fin de l'année dernière, à Plaine du Nord, a connu une franche réussite, tant dans la qualité du jeu, tout ceci doublée d'un suc-

cès populaire inattendu et intéressant, qui a permis de découvrir des talents et un potentiel promet-

teur de développement du jeu, une vraie découverte dans la banlieue de la deuxième ville du



Une équipe de volleyeurs, version masculine.

pays.

Encouragée par cette grande première, la Fédération haïtienne de volley-ball (FHVB) a rempli, et cette fois, pour ces vacances de Pâques, a choisi le Plateau Central, le Haut Plateau et la communauté, très sportive, de La Jeune, pour ce tournoi pascal auquel ont été invitées des équipes du Nord, du Nord-Est, du Centre, du bas et Haut Plateau. Toute la famille du volley, de nombreux journalistes faisaient aussi partie du déplacement à La Jeune. Tous ces mordus ont été comblés, tant par l'ambiance sportive, dans cette ville accueillante, que par l'enthousiasme de toute la communauté emballée par cette gran-

de première fête sportive dans son patelin.

Cérémonie d'ouverture du tournoi (décalée d'un jour), très protocolaire en présence du staff dirigeant de la FHVB et aussi d'un représentant du Comité olympique haïtien (COH) a vu, d'abord, un défilé des équipes participantes. Plusieurs interventions ont marqué cette cérémonie : des propos de circonstance de Weesley Pierre, membre-conseiller du Comité exécutif de la FHVB, de Kristie Mompremier, co-organisatrice et entraîneur principal des équipes de La Jeune, et de Margarette Graham, présidente de la FHVB, cet aspect protocolaire a

Suite en page 13

Suite de la page 16

ntre. 56 équipes réparties en plusieurs catégories, issues des départements du Nord, Nord-Ouest, Nord-Est, de l'Artibonite et du Centre, ont déployé leur jeu dans des matches couperets. La Jeune (Pignon), hôte du tournoi, qui avait pratiquement tout raflé, à la Plaine du Nord, en décembre 2021, poursuit sa marge de progression, notamment dans les catégories Poussin, U15 et U18, s'adjugeant de 6 trophées sur les 10 disponibles. Ouanaminthe a fait honneur au grand Nord en glanant trois trophées (U21 et U23 filles, U23 garçons). Hinche, dans la peau d'un outsider, a

fait forte impression en venant à bout de l'équipe U21 de La Jeune, pourtant largement favorite. Des coupes et distinctions individuelles ont été décernées aux équipes championnes et vice-championnes, aux volleyeurs et volleyeuses qui se sont illustrés largement dans ce tournoi.

C'est le 14 avril que les délégations de Cap-Haïtien, Port-Margot, Plaine du Nord, Limonade, Ouanaminthe, Saint-Marc, Hinche, Mombin Crochu et Port-au-Prince se sont établies sur le vaste Campus de l'Université chrétienne de la communauté de Caïman, à La Jeune (Pignon), dans le département du Centre. Plus de 500 jeunes, sous la responsabilité de la FHVB, ont été

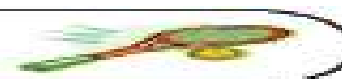
hébergés et nourris pendant quatre jours. Les vendredi 15 et samedi 16 ont été des jours de marathon, avec l'organisation de plus de 80 matches. Les arbitres, véritables poumons du tournoi, ont tout donné pour la pleine et entière réussite du tournoi. Ils étaient pratiquement collés à leur siège, du matin au soir, à siffler les matches, les uns après les autres. Leur travail relève de l'impossible. Les journalistes, quoique peu nombreux, ont fait un travail de titans. Ils ont suivi avec attention les différentes performances des équipes, relevé les particularités du tournoi et noté les prestations individuelles des participants. Les dirigeants, eux, ont réussi leur pari, celui de re-

donner vie au volley-ball dans le pays, particulièrement dans les villes de provinces.

Ce tournoi de Pâques est révélateur de bon nombres de choses. Il permet aux pratiquants de s'affronter avec des concurrents, ce qui leur permet de jauger leurs véritables capacités, de voir leurs faiblesses, de confirmer ou pas leurs forces, et surtout d'apprendre. Ce tournoi permet également de mettre la lumière sur la motivation saine des jeunes. Ce sont des sportifs dévoués, respectueux des principes, motivés par la gagne et surtout compétitifs. Des poussins jusqu'à U23, la motivation était à son paroxysme, l'envie de jouer et de se battre pour la victoire était frappante. Le tour-

noi montre clairement que le pays n'est pas à un temps paradoxal, où tout est fini, figé, où rien ne fonctionne. Le volley-ball se pratique dans le Grand-Nord, les équipes de Ouanaminthe et du Cap (Artilleur) en sont les témoins, il se joue dans l'Artibonite, le Centre et dans le Grand-Sud du pays. La Fédération haïtienne de volley-ball, a réussi à décentraliser cette discipline sportive, aujourd'hui pratiquée par des jeunes issus des familles les plus modestes. Si dans l'Ouest, il est au point mort, dans plusieurs départements du pays, il s'installe confortablement dans la vie des jeunes.

Suite en page 13



Suite de la page 12

ntal de ces jeunes, un esprit de combattant pour forcer le respect par leur succès et le travail. Ils ont un homme éduqué, intelligent correct, intègre avec un bon assistant, les deux ambitieux, passionné à leur tête Harold Edma et son assistant Socrate. Au moins, elles n'auront pas affaire, comme la U20 récemment avec un staff intégré par deux hommes fous, qui ont tout fait pour troubler et contrarier le travail de Fiorda Charles, une jeune de tempérament, face à deux fous, qui se querellaient en présence de joueuses, même pour un changement, oubliant les règles élémentaires de la hiérarchie au sein d'une sélection nationale, et, finalement, enlevant toute sérénité chez les joueuses faisant la risée de toutes ces jeunes, sans aucune retenue, se souciant uniquement de parler d'eux-mêmes. Comment peut-on construire un staff technique avec deux mégalomanes, qui se croient « chefs » et experts,

de faire accompagner une jeune entraîneuse bien formée, très éduquée, femme, de surcroît, pour travailler avec deux «péteurs de tête », en plus, puissants auprès des chefs de la FHF.

Conséquence : une équipe sans âme, changeant de poste, de match en match, et des joueuses alignées, certaines très obèses. Cacophonie et résultats catastrophiques, Haïti peine à sortir deuxième dans un groupe faible, devancé pour la première place par la faible sélection du Guatemala, puis souffre, en huitième, face à Guyane et mise à la porte par un 6-0 humiliant par USA, alors qu'en 2018 on forçait la machine américaine au nul 1-1, tout comme en 2020, on a contraint les Mexicaines à courir après le score, jusqu'à arracher un nul (1-1), suite à une erreur de jugement de notre portière, trompée par une balle haute fuyante.

Personne ne s'est souciée de leur sort et de leur désarroi (jetées dans les rues, leurs pièces et docu-

ments d'identité gardées), tout cela jusqu'à la semaine dernière, lorsque, brusquement, elles ont été convoquées, sans une lettre aux parents ou à leur club (elles ont passé deux nuits au local de Sans Souci, la compagnie d'autobus du Nord, avant d'être envoyées, sans bruit ni trompette, à Santo Domingo, sans aucune note officielle, et sont coupées de toute communication avec leurs familles, au pays. Est-il possible que les coaches fassent un miracle qui n'a jamais existé dans le football : ne jamais s'entraîner et finalement faire entrer avec «chofe jarèt », après seulement une dizaine de jours, s'aligner dans une vraie bataille de qualification. Alors qu'on devrait être au point et capable d'aligner au moins 6 matches, en une dizaine de jours, au rythme d'une rencontre chaque 48 heures.

Pourquoi ne pas les avoir envoyées, sachant qu'elles sont en compagnie de quelques professeurs pour superviser leurs études,

là-bas. Parce qu'elles ont un rendez-vous capital de Coupe du monde, à la capitale dominicaine, aux coûts très bas, au moment où la 20 laissait Haïti. Après le séisme de 2010, les journaux rapportaient que les sélections haïtiennes avaient séjourné, plusieurs mois en République dominicaine, et FIFA avait financé leur séjour, au centime près.

Dieu est Haïtien, espérons-nous parfois ! Donc souhaitons un miracle; prions, au moins, le ciel, pour que Dieu fasse un miracle pour ces enfants qui ont déjà donné 7 ans de leur vie à la Fédération haïtienne de football; que Dieu guide leur jeu sur les terrains... car du temps où elles vivaient à Camp Nous, les Sara Evangelista, la Belairienne, la Saint-Louisienne Tililite, la Léoganaise Kechmaye, la solide Ti-Melon Sénat, la grande et athlétique Fabiola Saint-Fleur, l'élégante et très technique gauchère Roseberhulde Rosinville, la terreur Ronise, insolite dans ses dribbles,

la petite fourmi capoise Dachele Compère, la globe trotteuse Rebecca Joseph, l'adoption archeloise d'Izolan, et toutes Yanique, qui brilla, en 2018, à Moscou, en représentant Camp Nous, aux manifestations organisées, en marge de la Coupe du monde de la FIFA, Russie 2018. Les dieux inspirent les dribbles de l'aillière Love Carémus aux dribbles humiliants, les Ouanaminthaises Houanche Haunch et la virevoltante aillière coéquipière Lucas qui, dans ses bons jours, rend folles les défenseuses adverses, et puis la reine butteuse nord saint-louisienne Walendgina Cyriaque, qui fit un malheur à Porto Rico, lors des innombrables buts marqués à ce match.

Toutes ces filles, d'ailleurs, avaient fait sensation à Porto Rico, au challenge caraïbe U14, au point que plusieurs clubs de renom en Europe avaient inscrit leurs noms sur leurs tablettes, en attendant qu'elles aient 18 ans.

J.B.

Suite de la page 12

Quatre terrains ont été à la disposition des organisateurs du tournoi, qui les ont utilisés à bon escient. Les matchs se sont déroulés sans aucun incident. Le fair-play était au rendez-vous, les participants ont témoigné un respect mutuel, match après match, en respectant les salutations d'usages. Les équipes de La Jeune sont dans une dynamique de progrès constant et de renouvellement avec la préparation de pépinières. Des poussins jusqu'à leur U23, ce sont des équipes entraînées, motivées et

appliquées. Ouanaminthe, de son côté, a dominé les catégories avancées. Avec des joueurs de grande taille, puissants dans le jeu, un sens du placement et de la défense hors pair, les Ouanaminthais ont marqué cette compétition. Hinche a été l'invitée surprise. Arrivée par la petite porte, elle est ressortie par la grande. Les Hinchois ont participé dans une seule catégorie, U21 masculin. Sur papier, ils n'avaient aucune chance de vaincre l'équipe de La Jeune, expérimentée et de grande qualité. Dans le dernier match de la compétition, ils ont aux forceps remporté la victoire et

écrit leur plus belle page d'histoire de leur jeune existence. Le sport, c'est aussi l'effet boomerang.

Pour Mme Margaret Graham, c'est un tournoi significatif qui montre clairement ce que désirent les jeunes. « *La jeunesse du pays a besoin d'être encadrée, d'être mise en jambe, d'avoir des activités récréatives saines* », précise-t-elle. Elle continue en disant : « *Ce tournoi s'inscrit dans notre objectif de décentralisation du volley-ball en accordant à tous la possibilité de pratiquer le volley-ball et de faire partie des équipes nationales* »

Dans l'ensemble, elle se dit satisfaite du niveau des équipes masculines. Pour les filles, elles doivent travailler davantage, mais elle reste confiante pour l'avenir. Elle se dit consciente de la situation de l'Ouest, en proie à l'insécurité grandissante, paralysant totalement le volley-ball, elle espère que les choses reviennent à la normale pour la reprises des activités sportives.

Tout compte fait, la Fédération haïtienne de volley-ball ne pourra, à elle toute seule, ce sport des sentiers battus. L'État doit s'impliquer davantage en créant les conditions

nécessaires pour la pratique du volley dans toutes les régions du pays. La jeunesse, dit-on, est l'avenir de ce pays, le sport, depuis quelques temps, est leur salut. Pour sauver les jeunes et leur avenir, il faut faire du sport l'une des voies à suivre pour y parvenir, pour l'instant c'est le chemin emprunté par la Fédération haïtienne de volley-ball, qui multiplie les tournois dans les villes de provinces. Le nouveau rendez-vous, a déjà été pris. Il est fixé dans la ville du Cap-Haïtien, pour le mois d'août 2022.

R.S.

Suite de la page 12

e a marqué le lancement de la deuxième journée du Tournoi de Pâques 2022 de La Jeune.

Plus de 30 matchs disputés au cours de la journée, ceci aux scores de plus en plus serrés, au fur et à mesure que l'on s'approchait de la série finale. Les équipes « Poussins » ont fait le délice des spectateurs. Certains jeunes volleyeurs pas plus grands qu'une pomme, mais maîtrisant tout l'arsenal du volley : construction de jeu, « *jump serve* » attaques, tout était au rendez-vous dans la panoplie technique chez ces petits, ceux-là âgés de 9 à 11 ans, parfois même plus jeunes. Un plaisir immense à les regarder, en dépit du chaud soleil de la journée.

Monpremier Livenstone, né le 21 juillet 2005, 1,95 m, CBL Team B, 62.3 kg
L'équipe technique de la Fédération a profité du rendez-vous pour renforcer son programme de développement technique, en profitant de ces tournois pour réaliser

une opération détection de talents et collecter des données (taille, poids), travail réalisé par les techniciens et statisticiens de la FHVB.

Une deuxième journée pleine et réussie avec Dame Pluie et ses caprices, mais l'enthousiasme général permettait de surmonter tous les obstacles.

Remerciements aux institutions qui ont rendu possible cette activité : les produits Aquafine et Prorade, les produits Bongù, MJ-SAC, COH/AIC-BUH, Banque de la République d'Haïti (BRH).

Rendez-vous pour la série finale : dimanche (17 avril).

Le staff de la FHVB : Mme Graham, Yves Larrieux, l'ancienne star internationale d'Atlanta Frédéric François, Papouche, vice-président de la FHVB, Mme R. Vorbe du COH.

Une dernière journée royale, pari gagné

Toute bonne chose ayant une fin, nous voici donc, hier dimanche (17 avril), au terme de ce week-end de compétitions de volley,

riche en émotions et en rebondissements, où le fair-play, le respect mutuel, la camaraderie, le beau jeu, l'enthousiasme des tout-jeunes, l'accueil réservé aux visiteurs, par la communauté de La Jeune, faisant partie du décor. Inspirant et rafraîchissant, pari gagné.

Cette compétition a permis à la FHVB de confirmer des talents et d'en découvrir de nouveaux. Ces jeunes seront appelés à faire partie des pré-sélections, éventuellement des sélections qui seront invitées, cet été, à participer à des compétitions régionales, dans les catégories U-21 et U-19.

Cette compétition a aussi permis à la FHVB de confirmer les potentialités de la zone, comme point focal de matches et de développement du volley, car, idéalement placée entre le Nord, le Nord-Est, le Bas Artibonite et la région métropolitaine de Port-au-Prince.

Du point de vue technique, participants, observateurs et techniciens ont été unanimes à reconnaître que de très grands progrès

ont été réalisés sur les derniers mois, ce qui porte à penser qu'une fois de retour sur les terrains régionaux, les résultats suivront.

Cérémonie de remise des trophées et distinctions

Eu égard à la performance des équipes, celles de La Jeune ont confirmé une certaine supériorité technique, remportant 6 des 10 trophées qui étaient en lice, dans les catégories Poussin, U-15 et U-18, filles et garçons. Suit Ouanaminthe, avec trois trophées dans les catégories U-21 et U-23, chez les filles et U-23 chez les garçons. La grande surprise a été créée par la victoire au tie-break de l'équipe masculine U-21 de Hinche, aux dépens de celle de La Jeune, alors que tous les pronostics, unanimement donnaient la victoire à La Jeune. Et voilà le sport ! Rien n'est gagné d'avance!

Ensuite, le passage à la Salle des trophées : un immense effort pour récompenser et encourager les champions.

Une belle fête : Le volley

a emmené la vie à La Jeune

La FHVB remercie tous ceux et celles, toutes les institutions qui ont rendu possible cette belle fête du sport et de la jeunesse. Merci aux athlètes et à leurs parents, aux dirigeants, entraîneurs et encadreurs; aux arbitres, techniciens, responsables de la logistique, statisticiens et inlassables travailleurs de l'ombre; aux journalistes et reporters qui nous ont accompagnés; au directeur de la compétition, l'infatigable Robert Joe Martin. Un grand merci à Kristie et à Jean-Jean Mompremier qui, sans hésiter une seconde, ont embrassé l'idée de tenir cette activité dans leur communauté de La Jeune, et qui se sont investis pour la réaliser, avec succès.

Nos remerciements vont au MJSAC, au partenariat COH-BUH/AIC, aux produits Aquafine et Prorade, aux produits Bongù, à la BRH.

Bravo FHVB !!! La foi permet de soulever des montagnes. A très bientôt pour de nouvelles affiches !

HAPPENINGS!

Continued from page 7

with the capital since June 1st, 2021, when the gangs took over the area, including the police station. That was before Jovenel Moïse's assassination. Since July 20 when Ariel Henry assumed power, with full support from the U.S., the gangs have remained in control of Martissant, blocking more than one third of the country and causing great disruption to the economy. And no action has been undertaken by Ariel Henry to dislodge them. All this has been happening under the glare of the international community, with U.S. diplomats having to live in especially secured compounds, as Ambassador Daniel Foote, the U.S. Special Envoy wrote in his resignation letter last September.

Does policy toward Haiti reflect Cynicism or Realpolitik?

One wonders why is Haiti left forlorn, becoming like hell-on-earth, while those who spend millions supposedly to get it on the right path, just sneer at it all. After such a damning report by the State Department, will the policy makers of the Biden administration still be influenced by the words, in 1994, of a young Senator that have been resuscitated, following the inhumane action of his government against Haitian migrants last September, under the international bridge at Del Rio, Texas? Here was then Senator, now President Joseph "Joe" Biden, referring to Haiti,

saying: *"If Haiti just quietly sunk into the Caribbean, or rose up 300 feet, it wouldn't matter a whole lot in terms of our interests."*

Is that cynicism or realpolitik? Anyway, that attitude makes for a constant flow of Haitian refugees to other countries in the Western Hemisphere, right up to the borders of the United States in Texas, showing the inhumanity and outright racism of the current American leadership treating Black would-be refugees like scums of the earth, while warmly welcoming Ukrainian, and before them, Afghan refugees, by the thousands.

*A new U.S. Chargé d'Affaires in Port-au-Prince

Nicole D. Theriot is the new U.S. Chargé d'Affaires in Port-au-Prince, the State Department announced on Friday, April 15, replacing Kenneth Merten who, on Monday, April 11, once again, said goodbye to Haiti, finishing his "mission" with no positive result.

Ms. Theriot, a career diplomat, is not new to Haiti, where she's been posted since July 21, 2020, acting as deputy head of the mission. In other words, she was assistant to the ambassador then, Michele Sison. Ms. Theriot held to that position when Ambassador Merten arrived in Port-au-Prince last October. So, she's well experienced to carry on.

According to her resume, Ms. Theriot first joined the State Department, in 1997, as an intern at the U.S. Embassy in Nairobi,

Kenya. Since, she has been on duty in several countries, such as Afghanistan, Barbados, Canada, France, Iraq, Morocco, Nigeria, and Pakistan. She's been a political officer at the U.S. Embassy in Islamabad, Pakistan and was awarded the "Superior Honor Award" for her work on peace and reconciliation in Afghanistan in 2018. But her specialty is consular affairs. Just before coming to Haiti in 2020, she was Director for Immigration and Visa Security at the U.S. National Security Council in the Office of the President for two years (2019-2020).

Hopefully, Ms. Theriot will succeed in her new mission, as she encourages the various blocs of actors in Haiti to attain a consensus to change the paradigm in Haiti. Ambassador Merten, denouncing the Haitian leaders as being "irresponsible," said they failed to conduct real dialogue to solve the multi-layered crisis in Haiti.

*During Holy Weekend, some Haitians lost their lives, several got wounded

Despite COVID-19, this year faith people in general celebrated this past weekend, whether Christians with Easter, Jews with Passover, and Muslims with Ramadan, that began on the first Friday of April and will continue for a month till Sunday, May 1st.

In Haiti it was time for Rara, the wild music and dancing in the streets, with players blowing into their instruments made from bamboo, accompanied by drummers doing their thing. It's a sight to behold.

Well, on Saturday night, a "camion," one of those trucks fitted as buses used for transportation in Haiti, capsized in Meyer, a locality not far from Jacmel, in Haiti's southeastern department, causing four deaths, according to *Vant Bèf Info* (VBI), the online blog. Three young men, whose identities were not known, died on the spot and a fourth one at the hospital, with 62 people reported wounded. Our condolences to the families who lost their loved

ones and we wish prompt healing to the wounded.

RAJ
20 April 2022
at raljo31@yahoo.com



Gad'on doulè!

Soti nan paj6

Sa k rete pa epaye
Lakay vwazen yo imilye
Imilye! Imilye! (Bakòp la pran)
Lakay, dwa mounn pa respekte
Yo foule dosye anba pye
Menm prezidan pa epaye.



Norline Sanon Casimir

Si m ta pran ekri pou m di,
Lank nan plim pa t ap sifi
Tèlman bagay yo pil sou pil.
Anndan kè n se gwo kout soupi
N ap chèche chimen pou n souri

Yon jou kanmenm pòt nou va louveri.

Epi se tout mounn ki pran chante
refren sa a 3 a 4 fwa, avèk anpil emosyon :

Gad'on doulè !
Pèp la bouke soufri !
Nou swaf yon bout souri !

Nou bat bravo san rete pou
Norline Sanon Casimir ak tout ekip k avèk li a. An menm tan, n ap voye youn mesaj bay tout enkonsyan yo k ap fè pèp la soufri. M ap repete byen fò : « **Pèp la BOUKE !** » Yo di sa nan manifestasyon adwat agòch. Plizyè nan nou ekri sa byen klè. Men kounnye a, se atis yo k ap chante ! Pinga pèsoun vin di yo pa t konnen, yo pa t konprann, yo pa t wè, yo pa t tande ! Nan fè tèt di, sa yo pran se pa yo ! Paske se yo k chache sa !

Ti Renm



RIVERTON
STREET
CHARTER SCHOOL

INSCRIPTIONS OUVERTES

Nos professeurs sont formés pour travailler avec et fournir un soutien aux étudiants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Des services de traduction sont également disponibles pour tous les parents qui en font la demande.

Nous offrons des programmes et des services d'éducation spécialisés dans le bâtiment de l'école ou dans un cadre déterminé par le Comité de l'éducation spéciale du district.

Riverton Street Charter School est une école publique sans frais de scolarité située au 118-34 Riverton Street, St. Albans, NY.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS LE 1ER AVRIL 2022

Pour postuler, appelez le 718-481-8200 ou visitez
RivertonStreetCharterSchool.org



Suite de la page 1

fait jeu égal, malgré la perte de joueuses clé, en défense centrale, comme Soveline Beaubrun et Émeline Charles.

Il faudra avoir un plan rigoureux de travail, avec une planifi-



Émeline Charles.

cation générale professionnelle, compte tenu de la quantité de joueuses d'expérience que la Sélection a perdues. Il faut espérer, au moins, terminer, à la troisième place du groupe et ensuite battre les Jamaïcaines en barrages pour disputer les barrages intercontinentaux.

La situation de l'Équipe nationale est d'autant plus problématique que les quelques joueuses sélectionnées d'Haïti ne jouent pas, ne s'entraînant quasiment pas, pour se mettre au de cette grande compétition.

Il faudra aussi que l'on revoie la structure de l'équipe avec une distribution mieux à leur poste, autant en attaque qu'en défense, histoire de mettre tous les atouts de notre côté.

Mais avec des valeurs d'expérience comme Nerilia, Batcheba, Mikerline, Roseline, Sherly, Nelourdes, Melissa, Phiseline, Johanne, Jennifer, Tabita, Betina,

Modeline, Magdalena, Naomie, et aussi les nouvelles appelées Borgella, Lara, et pourquoi pas



Soveline Beaubrun

Soveline, qui joue en Collège, on saura lutter. Certes, avec Panama ou Trinidad, dans l'autre groupe, le chemin serait plus dégagé, mais à cœur vaillant rien d'impossible !



DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



Cidihca Adm

Découvrez la dernière parution des
Éditions du CIDIHCA



HAÏTI

DE COORDONATEUR NATIONAL ET AUTEUR

1440 - 1441

Ou gendwa elijib pou Tretman COVID-19

Moun ki te teste pozitif pou COVID-19 gendwa kapab resevwa tretman pasyan ekstèn pou ede ak sentòm yo ak evite entènè lopital. Tretman an mache byen si ou kòmanse li bonè apre ou kòmanse santi sentòm yo, kidonk fè tès touswit.

Tretman antikò monoklonal se yon IV (intravenous) oswa enjeksyon pou ede konbat COVID-19 la pandan sistèm iminitè ou ap pwodwi pwòp antikò pa li.

Konprime antiviral nan bouch moun pran yo pandan senk jou epi yo ede frennen viris la ak anpeche li miltipliye, sa ki redwi kantite viris nan kò ou. Gen kounye a de (2) konprime yo otorize - paxlovid ak molnupiravir.

Ni tretman antikò monoklonal ak tretman antiviris nan bouch yo kapab redwi risk ou pou vini malad anba COVID-19 ak evite entènè lopital.

Tretman COVID-19 yo pa yon ranplasan pou vaksinasyon. Vaksinasyon kont COVID-19 ak piki rapèl yo rete pi bon pwoteksyon pou moun pa vini malad grav akòz COVID-19.

Si ou gen sentòm COVID-19 yo, oswa si ou te teste pozitif, pale ak doktè ou, oswa rele 212 268-4319.

NYC VACCINE FOR ALL:
SAFE, FREE, EASY

NYC
Health





ÉLIMINATOIRES DE LA COUPE DU MONDE FÉMININE U-17

Les compétitions débutent samedi à Santo Domingo

Par Jacques Brave

La République dominicaine accueille, à partir de samedi 23 avril, les éliminatoires du Championnat du monde féminin U-17

dont 31 pays sont membres de la Concacaf depuis toujours, la CFU et la CONCACAF ont, à chaque époque, choisi un pays qui doit recevoir les compétitions éliminatoires de la région. Pen-

même pays accueillait aussi les congrès, les cours de formation, presque tous les grands événements de la Caraïbe ou de la CONCACAF; il est vrai, le pays des îles jumelles, très riche, grâce au tourisme et au pétrole, stable politiquement disposait de stades modernes et d'autres infrastructures de première classe pour accueillir des événements internationaux et son gouvernement mettait les moyens à la disposition de FTFA et à la

Fédération nationale.

Tout cela facilité par la position de Jack Warner comme une des plus hautes autorités du football mondial, durant plus de trois décennies. Il étant suspendu et surtout le football SOCA durement frappé par des suspensions à répétitions de la FIFA installant à tout bout de champs des comités de facto de normalisation, Trinidad a perdu son rang de puissance du football de la Concacaf, au point de se faire battre désormais en filles par Haïti, par des scores humiliants.

Haïti, si le pays n'avait pas connu cette descente aux enfers,

tournoi officiel de football féminin, éliminatoires de la première



L'équipe féminine U-14, le cap sur Santo Domingo.

de la FIFA, dont la phase finale se joue en Inde cette année.

En raison des difficultés de déplacement, dans la Caraïbe,

dant longtemps ce fut Trinidad-Tobago qui a organisé une phase finale de Coupe du monde U17 garçons de la FIFA, en 2001. Ce



Une autre équipe féminine U20 montrant le trophée gagné.

aurait dû, comme seul vrai État, où le football est populaire, à accueillir ces divers événements et en faire des fêtes grandioses. C'est, d'ailleurs, avec cet argument qu'Antoine Tassy avait convaincu la Concacaf et la FIF, qui craignaient que ce premier

de la Coupe du monde de football féminin, confia l'organisation de cette grande première à Haïti, en avril 1991. Le président Jean-Bertrand Aristide et son Premier ministre René Garcia Préval ayant supporté à

Suite en page 12

Volley-ball : Beaux tournois à La Jeune

Par Jacques Brave

L'insécurité qui gangrène la région métropolitaine, la capitale, Port-au-Prince, et ses environs, a mis en veilleuse les compétitions dans toutes les disciplines sportives, car, non seulement il est difficile pour les jeunes d'aller s'entraîner, voire de se déplacer, pour disputer des compétitions qui, généralement, se tiennent au bas de la ville et en fin de journée, plutôt même en soirée, dans le cas du volley-ball.

La Fédération haïtienne de



Une équipe volleyeuses exhibant le trophée gagné.

volley-ball, dont les activités en province s'organisaient, il est vrai très rarement, au Cap-Haïtien et aux Cayes, et encore en catégorie senior, plus épisodiquement à Saint Marc, ne voulant pas que les volleyeurs et volleyeuses souffrent trop de cette situation et faisant preuve d'esprit d'initiative, de dynamisme et de détermination, met à profit l'environnement moins volcanique des régions de province pour transporter le jeu dans des zones où ce sport était bien implanté, mais qui, jusqu'ici, n'avait pas accueilli

de grandes compétitions d'envergure; cela permet de découvrir le potentiel énorme du sport au pays et que, malheureusement, le ministère des Sports, qui fait tout, mais absolument rien pour le développement du sport; avec nos faibles infrastructures, tous les sports en salle, ou ceux-là n'exigeant pas de gros espaces, auraient pu, ou même aurait dû être des priorités pour le Ministère de la Jeunesse, des Sport et de l'Action civique (MJSAC) ou

1 e

Suite en page 12

Le « Tournoi de Jeunes Pâques 2022' », dans le Plateau-Central à La Jeune (Pignon), une victoire pour le volley-ball haïtien

Par Ricot Saintil

Dans une ambiance festive et une atmosphère de retrouvailles entre volleyeurs et volleyeuses, le tournoi de Volley-ball de « Jeunes Pâques 2022, tenu dans le Plateau Central du 14 au 17 avril à La jeune (Pignon), a connu un succès fou. Arrivées sur l'hôte du tournoi de l'Université chrétienne de la communauté de Caïman, le jeudi 14, les 56 équipes participantes se sont affrontées entre elles dans leurs catégories respectives et ont livré des prestations



Une autre équipe masculine U20 affichant le trophée gagné.

passionnantes, intenses, et riches en émotions. La Fédération haïtienne de volley-ball FHVB), réussit à nouveau son pari de rassembler plusieurs jeunes dans un siège unique pour leur faire reprendre goût à la compétition, mettre en exergue leur talent, détecter leurs faiblesses et se perfectionner. Les volleyeurs et volleyeuses ont brillé de mille feux sur les terrains de l'UCCC, avec des services, des amorties, des attaques, des blocs, des réceptions, des passes etc. Une réussite majuscule pour la Fédération

Haïtienne de Volley-ball dans un contexte extrêmement difficile.

Quatre mois (décembre 2021), après le tournoi organisé à la Plaine du Nord, la Fédération haïtienne de volley-ball continue de s'adapter à la triste réalité du pays en contournant l'insécurité grandissante, qui sévit à Port-au-Prince et ses environs, avec la réalisation du « Tournoi de Pâques 2022 », tenu du 14 au 17 avril 2022, à Pignon (La Jeune), dans le département du Centre.

Suite en page 12